

© Cadastre | Ville de Lausanne

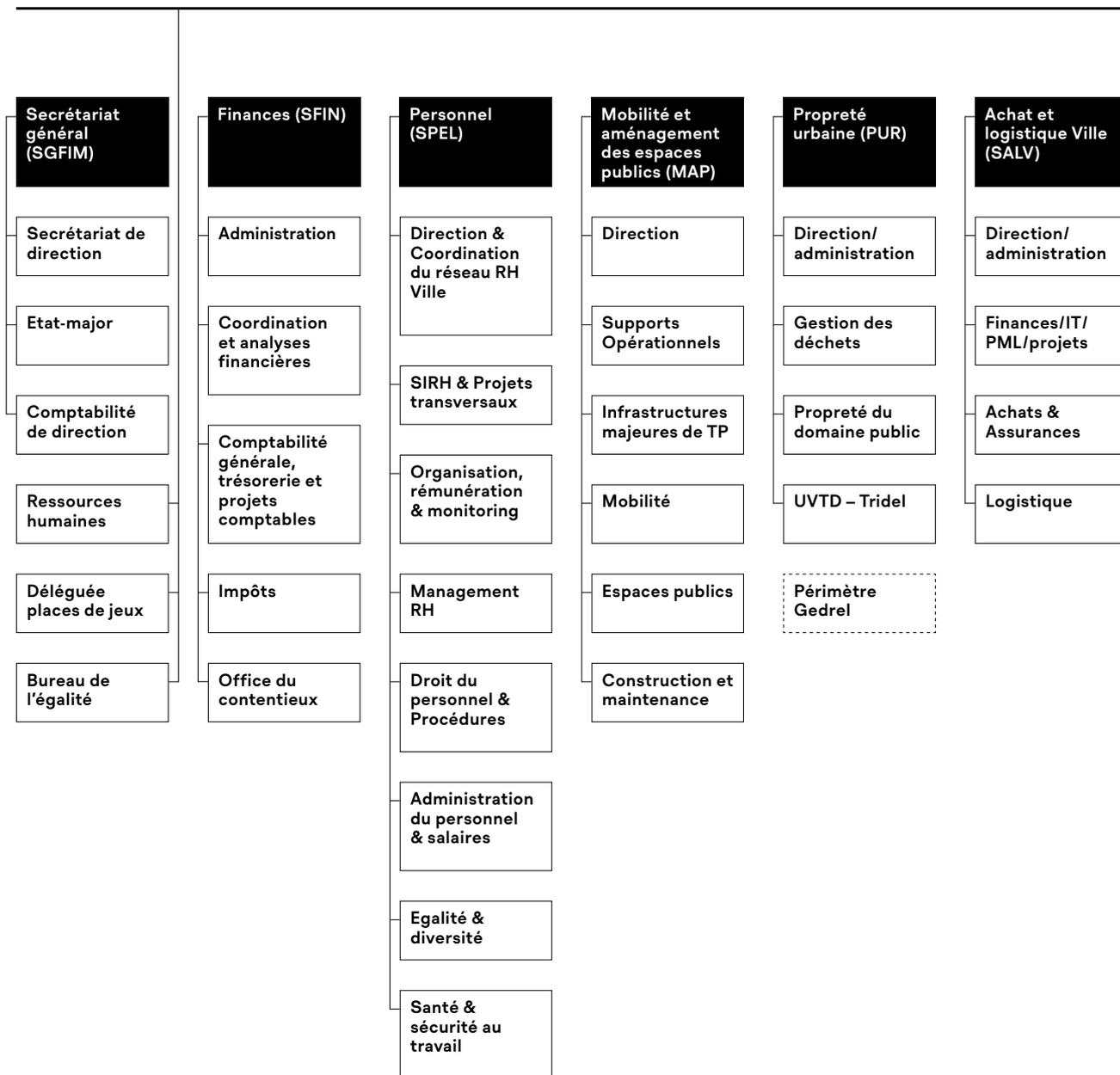


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Directrice



La création du Bureau de l'égalité s'inscrit dans la volonté de la Municipalité d'œuvrer en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes: elle permet de mieux refléter l'éventail des tâches et de toutes les mesures mises en place pour davantage d'égalité à Lausanne dans le cadre de ses diverses politiques publiques.

La création d'une zone de rencontre dans le quartier des Jordils, d'un ascenseur à Sévelin ou l'action «Cœur de ville à 15'», proposant des itinéraires qui permettent de rejoindre aisément le centre-ville à pied, contribuent à la promotion des mobilités actives. La piétonisation du secteur Pré-du-marché a permis de créer un nouveau cœur de quartier, de renouveler une place de jeux très sollicitée et d'améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public en mettant à l'honneur Aloïse Corbaz. La Municipalité a poursuivi sa politique de modération et d'apaisement de la ville avec la réalisation de 18 nouvelles zones modérées, deux zones de rencontre et plus de 5 km d'aménagements cyclables.

Les travaux du Grand Pont, chantier majeur, réalisé dans les temps, ont donné l'occasion de repenser la mobilité et d'initier la requalification des espaces publics l'environnant et d'enfouir une capsule temporelle, renfermant des objets sélectionnés dans le cadre d'un vote public. L'approche de la fin de travaux du LEB a permis de remettre en exploitation l'ensemble du tracé.

L'acquisition d'un vélo électrique équipé d'une caméra et d'un système de traitement de l'image permettant de cartographier l'état de propreté de chaque rue afin d'adapter les prestations de nettoyage au plus près des besoins, l'installation de 48 écopoints de nouvelle génération et l'acquisition d'une nouvelle machine affectée au nettoyage des souillures traduisent le souci constant de la Municipalité d'améliorer la gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse au sein de l'administration en lançant des projets concrets d'économie circulaire, en élargissant l'achat de camions 100% électrique à d'autres domaines qu'à celui des camions-poubelles ou en créant le premier pool vélos de la Ville.

Secrétariat général finances et mobilité (SGFIM)

Principales missions du service

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques;
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction;
- communication interne et externe de la direction;
- direction de projets stratégiques ou transversaux;
- coordination administrative transversale au sein de la direction;
- suivi des participations et des subventions (jusqu'au 31.08.2022);
- secrétariat de la directrice.

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux;
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne;
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux;

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.- par habitante et habitant;
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

Bureau de l'égalité

- développement et mise en place de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les diverses politiques publiques menées par la Ville;

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits, accompagnement des services lors de réorganisation et gestion de la conduite du changement;
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services suivants: SGFIM, SFIN, SALV et SPEL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau de l'égalité	-	-	1.20	0.80
Comptabilité FIM	6.00	6.00	5.80	5.80
Direction FIM	4.90	4.10	4.40	3.30
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	3.60	2.80	3.50	3.50
Total service	15.30	13.70	15.70	14.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bureau de l'égalité	-	-	1	0.80
Comptabilité FIM	7	6.00	7	5.80
Direction FIM	6	4.10	4	3.30
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	4	3.50
Total service	17	13.70	17	14.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Comptabilité FIM	1	-
Total service	1	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	3
	1	-
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	4	1.77	2	1.08
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	4	1.77	2	1.08

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Principales activités 2022

Etat-major

Le développement de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les diverses politiques publiques menées par la Ville et le suivi des participations et des subventions impliquant principalement le Secrétariat municipal, il a été procédé à deux réorganisations, soit:

- à la création du Bureau de l'égalité le 1^{er} octobre 2022, ce qui a conduit au transfert de 1.2 ept du Service du personnel au SGFIM;
- au transfert, le 1^{er} septembre 2022, du poste de collaborateur scientifique en charge des dossiers des participations et des subventions de la Ville de Lausanne au sein du SMUN.

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 170 courriers/courriels (175 en 2022, 225 en 2021, 200 en 2021, 150 en 2019).

Le Secrétariat général a poursuivi sa mission d'optimisation des activités logistiques et d'ateliers dans le cadre du projet «Synergies». Au 1^{er} janvier 2022, une partie des ateliers et magasins des AMV a été rattachée au Service achat et logistique Ville.

Le développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivi avec le réaménagement d'espaces de jeux, comme au parc de la Brouette, et la création de nouveaux espaces à la Promenade Cité Vieux-Bourg ainsi que dans quatre préaux scolaires. La place de jeux itinérante L'Akabane a été déployée à trois reprises en différents endroits du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (Parc du Loup, TL-Borde, Place de Milan, Parc du Denantou, etc.). Divers travaux de sécurisation et de maintenance de jeux et de revêtements de chute ont été effectués. Une étude Interact consacrée à l'amélioration de l'inclusivité des espaces de sports urbains a été menée en collaboration avec des chercheuses de l'UNIL.

Bureau de l'égalité

La stratégie de visibilité des femmes dans l'espace public s'est poursuivie. Trois personnalités lausannoises ont été mises à l'honneur grâce à la pose de plaques commémoratives: Anne Cuneo au Café du Barbare, en mars, Enrique/Henriette Favez à Ouchy, en avril, et Renée Delafontaine à l'Avenue des Bergières, en septembre. Un groupe d'accompagnement a été constitué pour soutenir les travaux visant à nommer ou renommer trente ou places lausannoises au nom de femmes, d'ici la fin de la législature.

Le Bureau de l'égalité a également organisé une table-ronde intitulée «L'Histoire au prisme du genre», dans le cadre du Festival Histoire et Cité, et soutenu l'organisation de l'événement «Comment l'approche genre peut-elle être intégrée dans la conception urbaine?», organisée par l'Association LARES. Enfin, mandat a été donné, en collaboration avec le Service de la Culture, à l'association «Les Nouveaux commanditaires» pour constituer un groupe citoyen actif dans la commande d'une œuvre d'art sur le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2021 a démarré en mai 2022 pour atteindre un taux de versement de 94.44% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2020 s'est éteint au 31 décembre 2022, avec un taux de versement de 96.2% (97.4% pour 2018, 97.5% pour 2019).

Service des finances (SFIN)

Principales missions du service

Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances.

Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements;
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes;
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité;
- collaboration à la notation financière de la Ville;
- analyses techniques et financières diverses.

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes;
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations;
- gestion de la trésorerie et de la dette;
- gestion du suivi financier des cautionnements, des subventions et des participations;
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne.

Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannoises et lausannoises et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois;
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires;
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt.

Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt;
- gestion de la caisse communale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	16.10	14.60	16.60	15.60
Coordinat. & analyses financ.	3.95	3.95	3.75	3.75
Cpta Gén.trésorerie projets	14.00	13.00	17.70	17.00
Direction - SFIN	2.50	1.90	1.90	1.90
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
Total service	39.55	36.45	42.95	41.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	3.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	16	14.60	17	15.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.75
Cpta Gén.trésorerie projets	15	13.00	19	17.00
Direction - SFIN	2	1.90	2	1.90
Impôts	3	3.00	3	3.00
Total service	40	36.45	45	41.25

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	6	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.29	3	0.23
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.85	8	4.44
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	12	2.14	11	4.67

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier au sein de la Ville. L'année 2022 a été marquée par l'établissement, pour la première fois, du budget avec le nouvel outil, la finalisation des différents ateliers de conception ainsi que les tests métiers liés à la partie exploitation comptable qui démarrera au premier janvier 2023. Pour rappel, le préavis N° 2019/22 y relatif «Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)» a été validé en juin 2019 par le Conseil communal.

Principales activités 2022

Direction

Dette communale

En 2022, 79 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Deux emprunts à long terme ont été effectués pour CHF 200 millions et CHF 200 millions ont été remboursés.

Information fiscale (BIF)

En raison de la crise sanitaire, le bureau d'information fiscale n'a pas été ouvert au public; les contribuables de condition modeste ont cependant eu la possibilité de déposer ou d'envoyer leurs documents pour bénéficier de leur aide. Ainsi, le Bureau d'information fiscale a rempli entre mi-février et mi-mars 2022 un total de 3'043 déclarations d'impôt en collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois. Ce service gratuit reste très apprécié tant des contribuables lausannois que du Canton qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2022, 4'584 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 829 bordereaux, générant CHF 18'080.- de recettes.

Frontalières et frontaliers

Les éléments traités en 2022 correspondent aux salaires 2021:

	2020	2021
Nombre frontalières et frontaliers	7'360	7'689
Employeurs	1'202	1'242
Impôts (en CHF)	13'203'708	13'587'309

Résidences secondaires

En 2022, 368 procédures (questionnaires) ont été engagées. 139 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2021 et 104 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées

ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2020 (87% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2022) ont généré une recette de CHF 414'079.10.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2017	2018	2019	2020	2021
2017	637'657.-	569'943.-	467'762.-	422'645.-	313'526.-
2018		685'816.-	628'708.-	509'361.-	369'113.-
2019			693'559.-	512'210.-	347'873.-
2020				414'079.-	278'506.-
2021					308'649.-

* selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Office du contentieux

Le nombre d'affaires en cours de recouvrement s'élevait à 49'431 à la fin de l'année 2022, représentant un montant d'un peu plus de CHF 12.7 millions en réduction de près de CHF 3 millions par rapport à l'année précédente.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé CHF 297'173.76 dans le cadre de la récupération des actes de défaut de biens anciens. Le montant total encaissé entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2022 s'élève quant à lui à CHF 4'056'265.02.

Le total des opérations liées à des actes de défaut de biens s'élève à 72'897 affaires à fin 2022, pour un montant de CHF 37.1 millions.

Service du personnel (SPEL)

Principales tâches du service

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration;
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes);
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux;
- gestion du service et conduite du personnel;
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et Projets transversaux

- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service;
- conduite de projets en lien avec le SIRH et l'amélioration des processus;
- maintenance du SIRH et mise à jour des systèmes et applications utilisés afin de répondre aux contraintes réglementaires;
- développement de nouveaux outils dans le SIRH afin de faciliter la gestion des RH.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux;
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle;
- expertises et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration;

- développement et gestion du monitoring RH de la Ville;
- analyses statistiques et gouvernance des données RH.

Management RH

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenties et apprentis de la Ville);
- développement du marketing du personnel;
- pilotage des processus de recrutement.

Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel;
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel;
- gestion des dossiers litigieux;
- responsable de la cohésion et de la mise à jour du cadre réglementaire.

Administration du personnel & salaires (APS)

- gestion administrative du personnel et des postes (de l'engagement jusqu'à la fin d'emploi);
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, assurances sociales et imposition à la source;
- gestion déléguée des allocations familiales;
- appui aux services sur l'application du cadre réglementaire et sur les outils liés à la gestion des temps de travail.

Egalité & diversité

- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration;
- conciliation vie privée – vie professionnelle;
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville;

Santé & sécurité au travail (DSST)

- collaboration avec Unisanté pour les prestations de médecine du travail (visite d'embauche, examen d'aptitude à la conduite professionnelle, examens périodiques et travail de nuit, suivi vaccinal en lien avec risques professionnels, protection maternité, ergonomie, campagnes de prévention, etc.);
- expertise et appui dans la gestion des absences de courte et longue durée;
- coordination et conseil en matière de sécurité au travail (veille légale et soutien);
- consultation sociale d'entreprise.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. du personnel et salaire	16.50	14.70	13.60	13.70
Cellule contentieux syst. rém.	5.40	5.50	–	–
Direction SPEL	2.00	2.00	2.00	2.00
Droit du personnel & procédure	5.30	5.20	5.20	5.90
Egalité et diversité	2.40	2.40	1.20	1.60
Etat-major	3.70	3.80	5.80	5.60

Management RH	8.00	7.90	8.90	8.80
Organisation, rém & monitoring	7.70	6.10	7.70	8.20
Santé et sécurité au travail	10.15	10.05	10.15	9.95
Total service	61.15	57.65	54.55	55.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-6.60

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Admin. du personnel et salaire	16	14.70	15	13.70
Cellule contentieux syst. rém.	6	5.50	-	-
Direction SPEL	2	2.00	2	2.00
Droit du personnel & procédure	6	5.20	7	5.90
Egalité et diversité	3	2.40	2	1.60
Etat-major	4	3.80	6	5.60
Management RH	9	7.90	10	8.80
Organisation, rém & monitoring	7	6.10	10	8.20
Santé et sécurité au travail	12	10.05	11	9.95
Total service	65	57.65	63	55.75

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Centre de formation	28	28
Total service	28	28

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	13	12
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	14	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	5
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	-
Total service	13

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	7	0.63	8	0.53
Auxiliaires mensualisé·e·s	12	5.42	9	5.63
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	-	*
Total service	21	6.05	17	6.16

* information indéterminée car à la tâche

Administration du personnel de la ville**Tableau des effectifs/postes**

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2022

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (C-D)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	308	242.78	257.38	14.60	5.7%
Secrétariat municipal	88	75.45	80.05	4.60	
Secrétariat général	30	26.10	28.30	2.20	
Service de la culture	59	42.10	44.20	2.10	
Service bibliothèques et archives de la Ville	76	52.03	52.93	0.90	
Service de l'urbanisme	47	39.60	44.40	4.80	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	8	7.50	7.50	0.00	
Sécurité et économie	1302	1204.29	1264.22	59.93	4.7%
Secrétariat général	36	26.35	30.00	3.65	
Corps de police	696	648.19	689.90	41.71	
Service de protection et de sauvetage	241	223.75	224.92	1.17	
Service du contrôle des habitants	47	40.50	40.70	0.20	
Service de l'économie	61	54.00	55.90	1.90	
Service de l'eau	221	211.50	222.80	11.30	
Sports et cohésion sociale	655	549.23	659.11	109.88	16.7%
Secrétariat général	25	19.30	21.30	2.00	
Service des sports	92	81.63	88.21	6.58	
Service social de Lausanne	293	235.20	271.75	36.55	
Service du travail	165	146.90	204.55	57.65	
Service des assurances sociales	80	66.20	73.30	7.10	
Logement, environnement et architecture	626	531.74	563.09	31.35	5.6%
Secrétariat général	29	24.00	26.20	2.20	
Service du cadastre	35	32.20	33.00	0.80	
Service des gérances	140	79.09	80.19	1.10	
Service d'architecture et du logement	49	43.10	51.40	8.30	
Service des parcs et domaines	281	267.30	283.05	15.75	
Service d'organisation et informatique	92	86.05	89.25	3.20	
Enfance, jeunesse et quartiers	1550	925.22	1'020.39	95.17	9.3%
Secrétariat général	128	85.73	111.63	25.90	
Service des écoles et du parascolaire	816	410.89	434.17	23.28	
Service de psychologie scolaire	71	48.70	49.70	1.00	
Service de la petite enfance	473	336.97	378.07	41.09	
Service de santé et prévention	62	42.93	46.83	3.89	
Finances et mobilité	716	677.82	705.47	27.65	3.9%
Secrétariat général	17	14.20	15.70	1.50	
Service des finances	45	41.25	42.95	1.70	
Service du personnel	63	55.75	54.55	-1.20	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (C-D)
	A	B	C	D	E
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	133	123.90	140.55	16.65	
Service de la propreté urbaine	346	335.60	340.60	5.00	
Service achat et logistique Ville	112	107.13	111.13	4.00	
Direction des services industriels	543	509.56	572.35	62.79	11.0%
Secrétariat général	37	33.60	39.40	5.80	
Services partagés	65	53.76	57.53	3.76	
Service commercial	92	82.75	93.45	10.70	
Service patrimoine	104	98.55	121.48	22.93	
Service production et solutions énergétiques	53	51.90	56.80	4.90	
Service réseaux	192	189.00	203.70	14.70	
Total Ville au 31.12.2022	5'700	4'640.64	5'042.01	401.37	8.0%
Total ville au 31.12.2021	5'577	4'571.24	4'898.18	326.94	6.7%
Variation	123	69.40	143.83	74.43	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2022	2'755	2'945	5'700	2'979	2'721
Effectifs au 31.12.2021	2'667	2'910	5'577	2'993	2'585
Variation	88	35	123	-14	136
En % au 31.12.2022	48.3%	51.7%		52.3%	47.7%
En % au 31.12.2021	47.8%	52.2%		53.7%	46.4%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2022

Tableau des effectifs/postes selon le sexe

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2022

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Culture et développement urbain	186	122	60.4%	39.6%	137.48	105.30	56.6%	43.4%
Secrétariat municipal	45	43	51.1%	48.9%	36.20	39.25	48.0%	52.0%
Secrétariat général	18	12	60.0%	40.0%	14.60	11.50	55.9%	44.1%
Service de la culture	37	22	62.7%	37.3%	25.15	16.95	59.7%	40.3%
Service bibliothèques et archives de la Ville	54	22	71.1%	28.9%	36.13	15.90	69.4%	30.6%
Service de l'urbanisme	30	17	63.8%	36.2%	23.80	15.80	60.1%	39.9%
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	2	6	25.0%	75.0%	1.60	5.90	21.3%	78.7%
Sécurité et économie	384	918	29.5%	70.5%	314.17	890.11	26.1%	73.9%
Secrétariat général	18	18	50.0%	50.0%	12.95	13.40	49.1%	50.9%
Corps de police	218	478	31.3%	68.7%	180.50	467.68	27.8%	72.2%
Service de protection et de sauvetage	41	200	17.0%	83.0%	30.40	193.35	13.6%	86.4%
Service du contrôle des habitants	35	12	74.5%	25.5%	29.50	11.00	72.8%	27.2%
Service de l'économie	26	35	42.6%	57.4%	23.40	30.60	43.3%	56.7%
Service de l'eau	46	175	20.8%	79.2%	37.42	174.08	17.7%	82.3%
Sports et cohésion sociale	432	223	66.0%	34.0%	341.48	207.75	62.2%	37.8%
Secrétariat général	17	8	68.0%	32.0%	11.80	7.50	61.1%	38.9%
Service des sports	22	70	23.9%	76.1%	14.98	66.65	18.4%	81.6%
Service social de Lausanne	235	58	80.2%	19.8%	183.90	51.30	78.2%	21.8%
Service du travail	102	63	61.8%	38.2%	87.30	59.60	59.4%	40.6%
Service des assurances sociales	56	24	70.0%	30.0%	43.50	22.70	65.7%	34.3%
Logement, environnement et architecture	219	407	35.0%	65.0%	147.50	384.24	27.7%	72.3%
Secrétariat général	18	11	62.1%	37.9%	14.10	9.90	58.8%	41.3%
Service du cadastre	5	30	14.3%	85.7%	3.80	28.40	11.8%	88.2%
Service des gérances	100	40	71.4%	28.6%	49.15	29.94	62.1%	37.9%
Service d'architecture et du logement	25	24	51.0%	49.0%	20.40	22.70	47.3%	52.7%
Service des parcs et domaines	49	232	17.4%	82.6%	41.05	226.25	15.4%	84.6%
Service d'organisation et informatique	22	70	23.9%	76.1%	19.00	67.05	22.1%	77.9%

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Enfance, jeunesse et quartiers	1'229	321	79.3%	20.7%	713.08	212.15	77.1%	22.9%
Secrétariat général	79	49	61.7%	38.3%	54.00	31.73	63.0%	37.0%
Service des écoles et du parascolaire	615	201	75.4%	24.6%	285.80	125.10	69.6%	30.4%
Service de psychologie scolaire	61	10	85.9%	14.1%	41.30	7.40	84.8%	15.2%
Service de la petite enfance	418	55	88.4%	11.6%	293.15	43.82	87.0%	13.0%
Service de santé et prévention	56	6	90.3%	9.7%	38.83	4.10	90.4%	9.6%
Finances et mobilité	183	533	25.6%	74.4%	154.83	523.00	22.8%	77.2%
Secrétariat général	15	2	88.2%	11.8%	12.20	2.00	85.9%	14.1%
Service des finances	31	14	68.9%	31.1%	27.55	13.70	66.8%	33.2%
Service du personnel	50	13	79.4%	20.6%	43.25	12.50	77.6%	22.4%
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	35	98	26.3%	73.7%	29.60	94.30	23.9%	76.1%
Service de la propreté urbaine	32	314	9.2%	90.8%	26.40	309.20	7.9%	92.1%
Service achat et logistique Ville	20	92	17.9%	82.1%	15.83	91.30	14.8%	85.2%
Direction des services industriels	122	421	22.5%	77.5%	97.01	412.55	19.0%	81.0%
Secrétariat général	10	27	27.0%	73.0%	8.20	25.40	24.4%	75.6%
Services partagés	35	30	53.8%	46.2%	24.06	29.70	44.8%	55.2%
Service commercial	34	58	37.0%	63.0%	27.85	54.90	33.7%	66.3%
Service patrimoine	22	82	21.2%	78.8%	18.85	79.70	19.1%	80.9%
Service production et solutions énergétiques	4	49	7.5%	92.5%	3.20	48.70	6.2%	93.8%
Service réseaux	17	175	8.9%	91.1%	14.85	174.15	7.9%	92.1%
Total Ville au 31.12.2022	2'755	2'945	48.3%	51.7%	1'905.54	2'735.10	41.1%	58.9%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2022

Variation de l'effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé selon le sexe

	31.12.21			31.12.22			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Culture et développement urbain	179	117	296	186	122	308	3.9%	4.3%
Sécurité et économie	362	922	1'284	384	918	1'302	6.1%	-0.4%
Sports et cohésion sociale	433	230	663	432	223	655	-0.2%	-3.0%
Logement, environnement et architecture	218	418	636	219	407	626	0.5%	-2.6%
Enfance, jeunesse et quartiers	1'172	297	1'469	1'229	321	1'550	4.9%	8.1%
Finances et mobilité	178	520	698	183	533	716	2.8%	2.5%
Direction des services industriels	125	406	531	122	421	543	-2.4%	3.7%
Total Ville au 31.12.2022	2'667	2'910	5'577	2'755	2'945	5'700	3.3%	1.2%

Variation de l'effectif pour l'ensemble du personnel par type de contrat selon le sexe

	2021			2022			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Employé.e-s fixes*	2'667	2'910	5'577	2'755	2'945	5'700	3.3%	1.2%
Auxiliaires**	1'636	1'091	2'727	1'643	1'038	2'681	0.4%	-4.9%
Apprenti.e-s, stagiaires apprenti.e-s et aspirant.e-s*	89	156	245	84	160	244	-5.6%	2.6%

* Au 31.12

** Nombre d'auxiliaires ayant reçu une paie du 01.01.2021 au 31.12.2021 et du 01.01.2022 au 31.12.2022

Evènements marquants

En 2022, le SPEL a poursuivi, avec l'aide des services, le processus d'amélioration de la gestion du personnel auxiliaire (aspects légaux, rémunération, gestion administrative). Il a également procédé aux opérations nécessaires à l'indexation du traitement du personnel de l'administration communale. Le traitement du personnel a été augmenté au total de 2.97% par rapport à son niveau au 1^{er} janvier 2022. Cette augmentation se fonde sur une première indexation intermédiaire de 2.87% au 1^{er} septembre 2022 et une seconde indexation de 0.1% au 1^{er} janvier 2023.

Direction

Coordination du Réseau RH Ville

La structuration du Réseau RH en 2019 a permis la professionnalisation de plus de 90% des postes RH (personnel formé et dédié à la fonction RH). Une vingtaine de nouveaux RH ont pu être formés aux processus et outils de la Ville lors de deux sessions de formation de six jours chacune.

Le SPEL a organisé une conférence d'une demi-journée, le 6 mai 2022, avec tous les membres du Réseau RH, qui a permis d'aborder les objectifs du plan de législature pour la politique du personnel et d'échanger de manière plus informelle en vue de consolider la Communauté RH de la Ville.

Gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération

Au 31 décembre 2022, tous les dossiers pris en compte par la Commission de recours individuel (CRI) avaient été traités, quatre dossiers devaient faire l'objet d'un examen complémentaire et dix dossiers étaient dans l'attente d'une décision de la CRI.

Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI	1108
– dont recours rejetés	1092
– dont recours déclarés irrecevables	16
Décisions de classification/avenants modifiés	112
– dont recours admis par la CRI	28
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	84
Dossiers en cours de traitement	14
– dossiers traités par la CCSR	4
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	10
Total	1234
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	1238
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	2

Le personnel engagé spécifiquement pour traiter les recours lié au nouveau système de rémunération a terminé son mandat au 31.12.2022, les dossiers encore en suspens en 2023 sont traités par une collaboratrice du domaine Droit et Procédure (DPP) ayant travaillé précédemment au sein de la cellule de contentieux du système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et projets stratégiques et transversaux

SIRH

L'unité SIRH a participé à de nombreuses évolutions en vue d'améliorer le système applicatif de gestion RH, comme la finalisation de l'interface entre le Centre d'Education Permanente et le système de paiement et de gestion PeopleSoft, le paiement des membres du Conseil Communal par le système de gestion PeopleSoft, l'adaptation des barèmes de rémunération des auxiliaires ou encore les nombreuses adaptations liées à la mise en service du nouveau logiciel finances Abacus.

Elle a également eu l'occasion d'accompagner les unités transverses du Service du Personnel dans la mise en œuvre de l'indexation des traitements du personnel, ce qui a nécessité un grand travail de préparation, d'information et de documentation.

Le projet phare de l'unité reste néanmoins le travail de cartographie des processus du Service du Personnel, démarche menée en collaboration avec le réseau RH, et qui doit permettre à terme la rédaction d'un nouveau rapport-préavis pour le choix d'un nouvel outil de gestion et de paiement du personnel, PeopleSoft arrivant en fin de vie d'ici l'année 2030 au plus tard.

Projets stratégiques et transversaux

L'activité s'est concentrée sur la poursuite des projets d'amélioration. Relevons à ce propos la fin du travail de dématérialisation des dossiers du personnel ainsi que la mise à disposition des

dossiers numériques en consultation pour l'ensemble du réseau RH, simplifiant et rationalisant ainsi la consultation des dossiers.

Organisation, remuneration & monitoring

Organisation et rémunération (OR)

L'unité a procédé aux deux indexations des traitements du personnel. Il s'agit là d'un travail significatif dans l'histoire récente de la rémunération à la Ville puisque la dernière indexation date de 2011, alors que la disposition de l'article 33, alinéa 2 RPAC, prévoyant la possibilité de procéder à une indexation intermédiaire n'avait jamais été mise en œuvre depuis son entrée en vigueur.

L'unité a aussi adapté les barèmes du personnel auxiliaire, élaboré une nomenclature des types de contrats auxiliaires, ainsi que participé à deux enquêtes de rémunération. Ces enquêtes doivent permettre de nourrir les réflexions sur le positionnement des salaires proposés par la Ville au regard de la situation sur le marché, en particulier dans les domaines qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre spécialisée.

L'unité a traité près de 400 demandes déposées par les services en matière de positionnements des postes et de rémunération. En particulier, elle a accompagné 22 réorganisations au sein des services, procédé à plus de 230 positionnements de postes et révisé plus de 220 notes à la Municipalité. Elle a également analysé et validé plus de 1'200 fixations de salaire initial (FSI).

Monitoring et gouvernance des données (MGD)

Cette nouvelle unité transversale prend progressivement ses marques, jouant un rôle central dans la préparation, l'analyse et l'interprétation des données dans le but de promouvoir une culture de la science des données au sein de la gestion des ressources humaines.

L'unité MGD s'est notamment chargée de l'analyse de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, d'organiser sa vérification par un organe indépendant, ainsi que de communiquer les résultats, conformément aux nouvelles dispositions de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes.

Elle a procédé à la migration du Cockpit RH vers le logiciel de business intelligence «Tableau». Ce faisant, elle a notamment créé un lien avec le progiciel de gestion intégré permettant une actualisation mensuelle des informations, ainsi que développé de nouveaux indicateurs liés à l'égalité entre femmes et hommes.

L'unité a aussi été impliquée dans de nombreux projets pour lesquels la qualité des données et la justesse des analyses sont importantes, telles les vérifications liées aux traitements de fin d'année et l'indexation des salaires, l'élaboration des tableaux statistiques du rapport de gestion ou la livraison des données d'enquête à l'Office fédéral de la statistique.

Management RH

Recrutement et marketing du personnel

L'unité a assuré la publication de 606 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme Jobup.ch), soit 32 annonces groupées et 19 annonces longues. L'utilisation de l'outil de gestion de candidature de Jobup a permis de traiter efficacement plus de 37'000 dossiers de candidature, allégeant d'autant le suivi administratif du réseau RH.

La mise en place de *slots* LinkedIn pour la publication des postes stratégiques de la Ville sur ce canal a permis la publication de 144 offres d'emploi et a recueilli à lui seul près de 150'000 vues; le million de vues, tous canaux confondus a été largement dépassé fin 2022 (www.lausanne.ch, www.jobup.ch, www.Linkedin.com).

La mise en place de ce nouveau canal de publication a également renforcé la visibilité de la Ville de Lausanne en tant qu'employeur. En effet, les abonnés et abonnés à la page LinkedIn Ville de Lausanne ont augmenté de 30% depuis l'achat des *slots*. Le «profil Entreprise *Premium*»

a été renouvelé cette année sur le *job board* www.jobup.ch au 1^{er} octobre. Ce profil dynamique augmente la visibilité de la Ville auprès des candidates et candidats potentiels. Le nombre de vues se monte à près de 57'990 (décembre 2021 – novembre 2022) soit une augmentation de 29% par rapport à la même période l'an passé.

Fin 2022, une politique de recrutement a été validée par la Municipalité et sera déployée en 2023 tant à l'interne qu'à l'externe.

Développement du personnel

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 423 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 797 journées individuelles de formation et 765 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 597 jours de formation (cours réservés uniquement au personnel de la Ville). On relève la participation de 211 personnes aux formations dites «sur mesure» (FSM), dans le cadre de 15 mandats. Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a également proposé 10 Webinaires (séminaires à distance de courte durée) en 2022, 115 personnes ont participé à 7 d'entre eux.

La Municipalité a adopté une politique de Formation permettant de poser les fondements en faveur du développement des compétences du personnel communal de manière globale et équitable.

Apprentissage

Afin de renforcer son soutien aux jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, la Municipalité a pris la décision d'instituer un quota du nombre de places d'apprentissage offertes dans chaque Direction et Service de manière à garantir plus de 200 places d'apprentissage par année.

Six apprenties et apprentis sortants, sur 62 promus, ont été engagés avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de leur formation pour faciliter leur transition dans le monde professionnel. A la rentrée scolaire 2022, la Ville comptait 217 apprenties et apprentis, formés dans une trentaine de professions permettant d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenties et apprentis du SPEL (CFO) compte désormais 23 apprenties et apprentis employés de commerce et 5 médiamaticiennes et médiamaticiens. Parmi les 3 apprenties et apprentis du CFO qui ont terminé avec succès leur formation, un a été engagé en qualité d'auxiliaire au SPEL après l'obtention de son CFC pour faciliter sa transition dans le monde professionnel.

Droit du personnel et procédure

Au 31 décembre 2022, le domaine a traité 129 fins de rapports de travail litigieux, dont 110 qui ont abouti à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 25 dossiers clôturés sans suite et 19 en cours. Il a également traité 30 procédures de mises en demeure, dont 23 dossiers finalisés, 1 dossier clôturé sans suite et 6 dossiers en cours. La commission paritaire a été saisie à 3 reprises. Les juristes ont également traité 9 cas de transfert. Il a été procédé à la révision, précision ou abrogation de 35 instructions administratives. Les juristes ont par ailleurs répondu à plus de 2'200 sollicitations juridiques (questions relatives notamment au droit du travail, droit de la fonction publique, droit administratif, protection des données, interprétation du règlement pour le personnel de l'administration communale et de ses dispositions d'application). Il a également rédigé 3 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 14 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 7 clôturés et 7 toujours en cours.

La crise sanitaire a continué à occuper les juristes durant le premier trimestre 2022, soit jusqu'à la levée de toutes les mesures au 1^{er} avril 2022, afin de traiter les aspects juridiques importants liés à la crise et de mettre régulièrement à jour la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

Administration du personnel & salaires

Administration RH

La part de l'activité consacrée à la gestion administrative du personnel et des postes a continué à croître. En comparaison avec 2021, l'écart est supérieur à 20%. Cette hausse s'explique vraisemblablement et principalement par les motifs suivants: les actions liées aux changements de rémunération du personnel auxiliaire à compter du mois de mars 2022, l'augmentation de la dotation des postes dans les secteurs de la petite enfance et du parascolaire ainsi que le nombre de fins d'emploi, avec une progression des départs à la retraite anticipée.

Type de contrat	Fixe		Auxiliaire	
	2021	2022	2021	2022
Engagements	648	798	1266	1316
Fins d'emploi	550	713	266	421
Changement de taux	492	702	336	401
Changement rémunération (hors 1 ^{er} janvier)	529	773	118	161
Transferts	355	505	287	431

Salaires & Assurances

Les contrôles et versements des salaires du personnel ont été réalisés dans le respect de la planification prévue.

Dans le cadre de l'activité liée à la gestion déléguée des allocations familiales, des allocations pour un montant de CHF 12'587'588.40 ont été versées à 1'739 bénéficiaires.

En raison de l'arrivée à échéance au 31 décembre 2022 des polices d'assurance-accidents et d'assurance-accidents complémentaire du personnel, un appel d'offres a été organisé durant l'année auquel huit compagnies ont répondu.

L'équipe a contribué à l'implémentation du nouveau logiciel comptable *Abacus*. En collaboration avec les comptabilités de direction ainsi qu'avec le Service Organisation et Informatique (SOI), la ventilation comptable des salaires a été revue et paramétrée selon le nouveau plan comptable et la comptabilité analytique, en vue du versement des salaires dès janvier 2023.

Gestion des temps

Les réflexions sur l'aménagement du temps de travail (ATT) au sein de plusieurs services de la Direction EJQ s'est poursuivie durant l'année 2022. Une étude quant à l'implémentation d'une application mobile *TimeTool* a été lancée en automne 2022.

Quant au logiciel de planification pour le Service Protection et sauvetage (SPSL), implémenté en début d'année, il est dorénavant interfacé avec le SIRH de la Ville.

Egalité et diversité au sein de l'administration

Le projet-pilote de sensibilisation et de lutte contre le harcèlement au travail a pris fin en été 2022 et a été évalué positivement par les deux services pilotes, qui ont activement participé à la conception et à la mise en œuvre de la démarche. Après la centaine de cadres qui ont été sensibilisés à leur rôle en 2021, les 600 membres du personnel des deux services pilotes ont assisté à la représentation de théâtre interactif sur la thématique du harcèlement sexuel et psychologique au travail. La Municipalité a décidé de déployer cette campagne dans l'ensemble des services de l'administration entre 2023 et 2026.

La nouvelle réglementation sur le travail à distance a fait l'objet d'un travail collaboratif impliquant l'ensemble des cheffes et chefs de service et des responsables RH de direction (RRHD). La réglementation, qui entrera en vigueur le 1^{er} février 2023, est accompagnée de divers outils et ressources permettant une mise en œuvre harmonieuse et cohérente au sein de l'administration.

Enfin, la «Journée Osez tous les métiers» (JOM), organisée pour la vingtième année à la Ville, a été entièrement revisitée. Pour la première fois, un programme d'activités communes à l'ensemble de la Ville a été proposé et le principe croisé a été remis au cœur de la journée (les filles découvrent un métier essentiellement exercé par les hommes et les garçons un métier exercé majoritairement par les femmes). 340 enfants de 10 à 13 ans ont ainsi participé aux 27 ateliers

créés sur mesure par les services. Les enfants ont aussi eu la possibilité de participer à un spectacle interactif qui leur a permis de questionner les stéréotypes de genre et se rappeler qu'il est important de croire en ses choix et ses compétences.

Santé et sécurité au travail (DSST)

L'année 2022 a été marquée par les événements suivants:

- la révision du dispositif de médecine du travail avec la précision d'un nouveau périmètre de prestations;
- la révision du dispositif *BEST* avec la reprise des formations par l'équipe DSST et le lancement d'une campagne de sensibilisation au burn-out;
- le lancement du projet de Réaffectation (REA);
- la reprise par l'équipe de la Sécurité de toutes les formations mesures d'urgences RAMA – partie premiers secours et de toutes les analyses maternité.

La gestion des absences (prévention des absences et suivi des absences longue durée)

En 2022, 596 situations individuelles ont été annoncées, soit en moyenne 50 situations par mois. Au 31 décembre 2022, 295 situations individuelles font encore l'objet d'un suivi par les conseillers DSST et les gestionnaires de dossiers.

Collaboration avec l'OAI: En 2022, 53 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'OAI; de nombreuses mesures professionnelles, favorisant le maintien et le retour en emploi, financées par cet assureur ont été mises en place.

Assurances-accidents LAA: 1'341 déclarations d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs AXA et SUVA cette année.

Le DSST a mis également en place et collabore à des projets spécifiques de prévention et de promotion de la santé, notamment au travers de la révision du dispositif *BEST* orienté sur la prévention et la gestion des absences de courte durée du personnel de la Ville de Lausanne.

Un nouveau format de formation *BEST* de deux heures a été conçu et trois séances d'information ont été effectuées auprès des cheffes et chefs de service et du réseau RH.

Une campagne de sensibilisation à la prévention du burn-out a été mise en place avec la collaboration de la Clinique de Travail et Madame Catherine Vasey, psychologue et spécialiste du burn-out. 40 cheffes et chefs de service et membres du réseau RH ont assisté à cette conférence.

Un deuxième projet a pu être développé dans le cadre de la prévention et le suivi des absences. Il s'agit du projet Réaffectation (REA) qui vise à développer une prestation pour les collaboratrices et collaborateurs qui se trouvent dans l'incapacité de retourner dans leur poste de travail d'origine.

Le pilotage des prestations de médecine du travail

Au cours de cette année, la gouvernance du dispositif a été améliorée ce qui a permis de définir de nouvelles modalités de collaboration entre la Ville de Lausanne et Unisanté. Les prestations en médecine du travail obligatoires ci-après ont été délivrées:

- aptitude médicale obligatoire avant engagement (visite médicale ou sur dossier);
- aptitude médicale périodique obligatoire;
- examen médical préventif en cours d'emploi;
- évaluation de l'aptitude en cours d'emploi;
- vaccination et suivi vaccinal pour risques professionnels;
- examen d'aptitude à la conduite professionnelle.

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2022 a été réalisée dans les locaux de la Ville de Lausanne par notre partenaire Unisanté. 364 personnes ont été vaccinées.

Ergonomie

Depuis l'été 2022, cette prestation a été confiée à notre nouveau partenaire externe l'IFA, Institut de médecine du travail, qui collabore avec le DSST et les services concernés. Pour 2022, 58 annonces ont fait l'objet d'une visite de poste.

Sécurité au travail

L'unité soutient les services en matière de mise en place des mesures de prévention santé et sécurité au travail, avec un fort focus sur la prévention incendie – évacuation, ceci tout en assurant une veille légale pour les informer des changements importants sur la base des portfolios des dangers.

Il convient de relever les activités majeures suivantes:

- la reprise de toutes les formations mesures d'urgences RAMA – partie premiers secours;
- la reprise de toutes les analyses maternité. Les pré-analyses maternité et la transmission des informations au personnel selon l'ordonnance sur la protection de la maternité sont en cours et se poursuivront l'année prochaine;
- la remise à niveau de la sécurité alimentaire au sein des entités distribuant des repas (APEMS, CVE, restauration) complète le périmètre d'intervention;
- l'évaluation des examens médicaux de l'engagement au départ d'une personne, comprenant les recommandations de vaccination, en collaboration avec le domaine DPP.

Parmi les activités 2022 impactant fortement les services, il convient de relever la mise à jour de l'ordonnance sur la construction avec l'obligation d'un plan hygiène et sécurité écrit, l'audit de la Suva sur les chauffages à pellets, les nouvelles exigences sur l'usage et le stockage des batteries lithium-ion et l'arrivée de drones.

D'une manière générale, l'ingénieur sécurité et son équipe collaborent activement avec les répondantes et répondants sécurité (RS) des services pour tous les aspects liés à la santé – sécurité, de la conception aux audits de postes en passant par la formation et la maintenance.

Consultation sociale d'entreprise et Fonds de secours

Durant l'année écoulée, la Consultation sociale a suivi 217 personnes, dont 60 premières sollicitations. 157 dossiers se trouvaient soit toujours en cours, soit ont été rouverts en raison de nouvelles difficultés.

Le nombre d'employées et employés faisant appel à la Consultation sociale, dans le cadre d'une demande de soutien, poursuit donc son ascension avec des problématiques le plus souvent multifactorielles et parfois complexes, amplifiées à la suite de la pandémie, avec des situations peinant pour certaines à évoluer favorablement, voire se stabiliser dans le contexte social actuel.

La collaboration avec l'UnAFin se poursuit: trois employées et employés remplissaient les critères permettant de les orienter vers la mise en place d'un plan de désendettement alors que les 158 autres personnes présentant une situation d'endettement voir de surendettement ne remplissaient pas les conditions permettant de les diriger vers des démarches telles qu'assainissement ou faillite personnelle.

Le Fonds de secours a permis de soulager 15 employées et employés en prenant en charge leurs frais de soins donnant lieu à des paiements pour un montant de CHF 37'150.10. Sur ces 15 personnes, 5 demandes d'aide remontaient à 2021, avec des paiements différés en raison de traitements médicaux qui se sont poursuivis sur 2022.

Toutes les nouvelles demandes soumises au Comité du Fonds de secours, soit 11, ont été acceptées, représentant un total de dons de CHF 33'303.35. Sur les 11 bénéficiaires, 3 dossiers ont pu être entièrement réglés, pour une personne aucun paiement n'est encore intervenu, une partie des factures étant attendue pour les sept autres, une fois leurs traitements terminés.

Dans le cadre du Fonds de secours, l'expertise apportée par le dentiste-conseil à qui sont soumis les devis des collaboratrices et collaborateurs, a pu être complétée à la suite de la mise en place d'une nouvelle collaboration avec un orthodontiste-conseil.

Le Fonds d'action social (FAS) a été sollicité à une reprise et a permis d'éviter l'expulsion à une mère de famille divorcée. L'aide attribuée s'est élevée à CHF 3'630.-.

Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics (MAP)

Principales missions du service

Direction

- pilotage du service;
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé;
- gestion du système qualité;
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets;
- gestion du budget annuel de fonctionnement;
- gestion de la communication;
- supports opérationnels;
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques;
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine;
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs;
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail.

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine;
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise;
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse;
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagères et usagers et les riveraines et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices;
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télécirculation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance;
- accompagnement de projets majeurs menés par des partenaires (Canton de Vaud, CFF, etc.) sur le territoire communal;
- promotion de la mobilité active (marche et vélo).

Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue;
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions.

Construction et Maintenance

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires;

- direction générale ou locale des travaux de génie civil;
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public;
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation).

Projets d'infrastructures majeures de transport public

- représentation et défense des intérêts de la Ville de Lausanne dans le cadre du développement des projets d'infrastructures majeurs de transports publics pilotés par les partenaires externes (Canton; Transports publics lausannois; CFF);
- vérification de l'adéquation desdits projets avec les enjeux supérieurs de la politique communale lausannoise;
- coordination des partenaires afin de faciliter le déroulement des projets (de la conception à la mise en service);
- direction/accompagnement des chantiers en vue d'assurer l'accessibilité globale de la ville et le fonctionnement local des quartiers impactés.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (MAP)	7.60	6.10	7.80	5.90
Cellule RH (MAP)	3.60	2.70	3.20	3.10
Conception	14.20	11.20	16.20	13.70
Coordination projets majeurs	3.00	3.00	4.00	2.00
Direction (MAP)	8.10	6.00	8.05	7.00
Entretien du patrimoine	4.80	4.80	5.80	5.60
Exploitation (MAP)	7.00	7.00	7.00	7.00
Finances et Communications	5.10	4.20	6.60	6.50
Génie civil (MAP)	11.00	9.80	10.80	9.80
Informatique – MAP	4.50	3.90	4.40	4.30
Inspection chantiers et mob. urb	6.00	6.00	6.00	6.00
Mobilité (MAP)	10.90	7.70	14.20	11.00
Office signalétique urb. (MAP)	2.00	2.00	1.00	1.00
Police des constructions (MAP)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	5.90	4.80	6.90	6.40
Unité garage (MAP)	17.00	17.00	–	–
Unité services généraux (MAP)	8.90	8.90	–	–
Unité signalisation (MAP)	28.60	27.60	18.60	17.60
Unité transports (MAP)	26.00	26.00	–	–
Unité travaux (MAP)	22.80	19.80	19.00	16.00
Total service	198.00	179.50	140.55	123.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-57.45

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration (MAP)	7	6.10	7	5.90
Cellule RH (MAP)	4	2.70	4	3.10
Conception	13	11.20	16	13.70
Coordination projets majeurs	3	3.00	2	2.00
Direction (MAP)	6	6.00	7	7.00
Entretien du patrimoine	5	4.80	6	5.60
Exploitation (MAP)	7	7.00	7	7.00
Finances et Communications	6	5.10	9	7.40
Génie civil (MAP)	10	9.80	10	9.80
Informatique – MAP	3	3.00	4	3.40
Inspection chantiers et mob. urb	6	6.00	6	6.00
Mobilité (MAP)	8	7.70	12	11.00
Office signalétique urb. (MAP)	2	2.00	1	1.00
Police des constructions (MAP)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	5	4.80	7	6.40
Unité garage (MAP)	17	17.00	-	-
Unité services généraux (MAP)	11	8.90	-	-
Unité signalisation (MAP)	28	27.60	18	17.60
Unité transports (MAP)	27	26.00	-	-
Unité travaux (MAP)	20	19.80	16	16.00
Total service	189	179.50	133	123.90

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration (MAP)	1	1
Informatique – MAP	2	1
Génie civil (MAP)	2	1
Unité Garage (MAP)	1	-
Unité signalisation (MAP)	1	-
Unité transports (MAP)	1	-
Total service	8	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	15	20
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	15	22

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	7
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	2
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	15

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.26	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	11	5.01	9	3.47
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	17	5.27	9	3.47

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Afin de confirmer l'évolution qui a vu les espaces publics devenir l'un des objets privilégiés des actions du service dans leur interaction avec la mobilité, le Service des routes et de la mobilité a été rebaptisé Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics au début de l'année 2022. L'adoption du Préavis N° 2022/07 «Rues Vivantes II» par le Conseil Communal en 2022 permettra de poursuivre l'édification d'espaces publics apaisés et plus conviviaux et de conforter cette orientation. Les résultats du sondage mobilité, publiés en juin 2022, ont par ailleurs montré que la population lausannoise est multimodale, prédisposée au changement, qui comprend notamment la réduction de la place de la voiture et l'apaisement du trafic. Les projets menés en 2022, tels que la création d'une zone de rencontre dans le quartier des Jordils, l'action «Cœur de ville à 15'», proposant une nouvelle série d'itinéraires pour rejoindre facilement le centre-ville à pied, la création d'un nouveau cœur de quartier au Pré-du-marché, avec la piétonisation du secteur et le renouvellement d'une place de jeux très sollicitée, la création d'un ascenseur reliant le quartier de Sévelin à la rue de Sébeillon et la réalisation de plus de 5 km d'aménagements cyclables sont emblématiques de cette volonté de promouvoir les mobilités actives, notamment la mobilité piétonne. L'année 2022 a permis de poursuivre la mise en place d'aménagements permettant de modérer le trafic et d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers, avec la création de 18 zones 30 et deux zones de rencontre, les campagnes de sécurisation du chemin de l'école et de pose de bancs-relais pour les seniors, soit une centaine de bancs publics et de chaises,

Enfin les travaux du Grand Pont, un chantier majeur et exemplaire d'une durée de onze mois, qui a permis de rénover cet ouvrage historique lausannois, ont été l'occasion de repenser la mobilité sur cet axe majeur du centre-ville et d'initier la requalification des espaces publics l'environnant et d'organiser un vote du public afin de sélectionner les objets de la capsule temporelle enfouie dans son tablier.

Principales activités 2022

Direction

Conformément au Programme de législature 2016–2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité active et les transports publics. Ainsi l'année 2022 a notamment été marquée par les évènements suivants:

- l'aménagement de 18 zones 30 ainsi que de deux zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers;
- la réalisation de 5.1 km d'aménagements cyclables;
- la création d'un ascenseur reliant le quartier de Sévelin à la rue de Sébeillon, permettant de désenclaver le quartier de Sévelin en pleine mutation et de favoriser la mobilité active, notamment la marche;
- la pose des premières plaques de rue dans le but d'atteindre l'objectif de 30 rues et espaces publics lausannois avec des noms féminins d'ici 2026;
- la coordination des projets d'infrastructures majeurs, tels que le réaménagement des espaces publics consécutifs à la fin de la mise en souterrain et la remise en exploitation du LEB.

Communication

En 2022, l'unité communication a répondu à de nombreuses sollicitations et organisé plusieurs événements: 3 inaugurations (dont la piétonisation de la centralité de quartier de Pré-du-Marché), 5 conférences de presse et la Semaine de la mobilité. La participation citoyenne a également été au cœur de certains projets avec l'organisation de 3 ateliers participatifs et de 5 balades itinérantes.

De nombreux projets ont bénéficié d'une communication spécifique. Parmi eux, le projet d'itinéraire piéton «Cœur de ville à 15'» ou encore la campagne d'affichage «Mon itinéraire? P+R!» sur les parkings relais de la ville. De plus, dans le cadre des travaux du Grand-Pont, une exposition pour le public a pris place sur l'ouvrage et un apéritif a été organisé afin de célébrer la fin des travaux. Un vote du public a également permis de sélectionner les objets dissimulés dans la capsule temporelle. Enfin, pour accompagner le chantier du tramway, des apéritifs de saison ont été organisés, la gazette du tramway a vu le jour sans oublier les avis de travaux et les permanences hebdomadaires.

Supports opérationnels

Finances

Le Service pilote 23 crédits d'investissements et 7 comptes d'attente, représentant un montant à disposition de CHF 97 millions. Trois demandes de crédits d'investissements et une demande de compte d'attente ont été émises durant l'année 2022. Par ailleurs, à la suite du projet «Synergie», la cellule Finances a intégré un poste d'aide-comptable qui centralise les procédures financières du Service et permet ainsi aux équipes métier de se concentrer sur leurs projets et réalisations. Le responsable financier et la contrôleur de gestion ont également participé activement au projet «Abacus» en tant que key-users.

Administration

L'unité a traité 272 décisions municipales et répondu à 1'084 courriers/courriels reçus de la part de la population, dont 60% concernent les espaces publics et 36% la mobilité. De par l'optimisation du processus et l'engagement des collaboratrices et collaborateurs concernés, la réponse aux plaintes et requêtes est assurée dans un délai de 30 jours maximum, à quelques rares exceptions, par exemple en cas d'analyse détaillée.

L'année 2022 a également permis d'intégrer l'Office de la Signalétique Urbaine (OSU) au sein de l'Unité administrative, suite au départ à la retraite de son chef d'office, facilitant ainsi la synergie entre les missions administratives, rédactionnelles et graphiques. L'OSU a notamment mené à bien les missions suivantes:

- les travaux de graphisme en lien avec les dossiers de presse et affiches dans le cadre du projet de rénovation du Grand-Pont (en collaboration avec les tl);
- la coordination technique des plaques de rue suite à la dénomination de la place Aloïse Corbaz;
- l'élaboration de plaques commémoratives: Anne Cuneo, Henriette Enrique Favez, 100 ans de Radio Suisse romande; la mise à jour de la signalétique des bâtiments administratifs, notamment de Port-Franc 18.

Groupe informatique

Le groupe informatique a été fortement sollicité consécutivement aux réorganisations liées au projet «Synergie», notamment afin d'organiser les aspects IT et ceux liés à notre SIT et d'assurer une exploitation en continu, et mené à bien les principaux projets suivants:

- optimisation de l'infrastructure serveur en centralisant les équipements et données du service dans les data centres du SOI, ainsi que l'ensemble des applications web métiers basées sur la technologie «docker»;
- transformation des géodonnées de base du service disponibles sur notre guichet cartographique;
- mise en production d'une base de données de signalisation verticale géoréférencée. Par ailleurs le portail des prestations à l'intention des

services de l'administration a permis de traiter plus de 9'000 demandes. Enfin un poste de dessinateur en géomatique à 40% a été créé afin de traiter les demandes, en forte hausse, relatives aux géodonnées.

Santé et sécurité au travail

Durant l'année écoulée, la remise à niveau du guide d'évacuation du Vallon 27 a été réalisée et un test d'évacuation en condition réelle a été effectué afin d'identifier les quelques points d'améliorations.

L'accent a aussi été mis sur l'ergonomie aux postes de travail afin de prévenir toute douleur en position de travail.

Inspection des chantiers et gestion des dégâts au mobilier urbain

L'unité, précédemment dénommée Surveillance du domaine public, a été intégrée à la division suite au projet «Synergie». En 2022, 2'170 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit 4% de plus qu'en 2021. Les recettes restent stables, à hauteur de CHF 1'200'000.-. Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a augmenté de 13% en 2022 (154 cas contre 136 en 2021). La charge de travail induite par ce type d'infraction a conduit à facturer des émoluments à hauteur de CHF 55'000.-.

Enfin, 334 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 139 cas de vandalisme, ont été traités, soit une hausse de 15% par rapport à 2021.

Projets d'infrastructures majeures de transports publics

Mise en souterrain du LEB

Suite à la fin de travaux qui ont permis la restitution de l'exploitation du LEB sur l'ensemble du tracé, les interventions utiles au réaménagement des espaces publics sont pratiquement terminées. Cela est particulièrement remarquable dans le secteur du parc de la Brouette et à l'extrémité ouest de l'avenue d'Echallens.

La remise en état du secteur Union-Prilly a fait l'objet d'une attention particulière afin de garantir la continuité de l'aménagement avec celle du futur nouveau gabarit soumis à l'enquête par la Ville de Lausanne.

En principe, les travaux du LEB sur le domaine public lausannois seront terminés au cours du 1^{er} trimestre 2023.

Tramway t1

Après un démarrage progressif des travaux fin 2021, le chantier s'est étendu sur la quasi-totalité du tracé, entre la limite communale Prilly-Lausanne et le carrefour de la Vigie, sous le pont Chauderon. Dans un premier temps, l'essentiel du chantier réalisé sur le sol lausannois a consisté à mettre en fonction les futures conduites principales d'eau et de gaz sous la chaussée sud. Cette opération qui devait impérativement être terminée pour permettre la mise en service de la conduite de gaz avant la période hivernale s'est déroulée dans le délai imparti.

La mobilisation coordonnée des services de la Ville (selon les conventions avec les tl), a largement contribué au succès de cette opération, dans des conditions acceptables pour les acteurs locaux impactés, et a permis de maintenir en tout temps, tant l'accessibilité que l'ensemble des services délivrés, malgré l'étendue et l'importance des opérations.

Parallèlement au déroulement des travaux, le Service a collaboré à la procédure d'approbation des plans (PAP) complémentaires nécessaires à la régularisation de la suppression de la rampe Vigie-Gonin.

Métros m2/m3

Une consultation du dossier de la PAP «Flon – Blécherette» a été mise en place. Une «feuille de route» permettant de décrire les engagements respectifs pour la future construction de chacune des émergences (stations) du projet a été élaborée avec le Canton et les tl.

Mobilité

Planification de la mobilité urbaine

L'unité Planification de la mobilité urbaine a travaillé sur des projets d'envergure tels que Métamorphose et la révision du Plan général d'affectation (PGA). Elle a également accompagné les réflexions sur les requalifications en lien avec le développement des Bus à haut niveau de service (BHNS) et sur celles des grandes places du centre-ville, notamment autour des futures stations du m3.

La cellule a continué de participer activement aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre du projet du tram ou du réseau des transports publics à 2030. Ceci a permis de définir et de mettre en œuvre, conjointement avec les tl, le réseau bus 2023 à la suite de la réfection du Grand-Pont.

Stationnement

La réalisation de l'extension de la centralité de quartier Montchoisi a permis d'améliorer la disponibilité des places pour les habitantes et habitants en possession de macarons, avec la conversion de quelque 153 places horodateurs et places mixtes payantes + macaron.

L'intégralité des horodateurs est désormais compatible avec la digitalisation des titres et des autorisations de stationner sur le territoire Lausannois; ces appareils fonctionnent sur la base de l'immatriculation et ne délivrent plus de ticket papier.

Coordination des chantiers

Au vu des enjeux du Plan climat, qui se décline en de nombreux projets dans les différents services, la structure de coordination a été renforcée afin de garantir la synchronisation des interventions sur le domaine public. Par ailleurs un crédit-cadre bi-annuel 2023-2024, intégrant l'ensemble des projets coordonnés des différents services constructeurs sur le domaine public, a été approuvé par le Conseil communal.

Gestion du trafic

L'année 2022 a été marquée par le chantier du Grand-Pont qui a nécessité des interventions sur de nombreux carrefours avant la fermeture et après l'ouverture de l'ouvrage, comme St-François, Bel-Air, Chauderon Sud ou Gare-Juste-Olivier. Par ailleurs, le renouvellement des carrefours de Borde-Fauquez et de Beaulieu-Maupas a été effectué en intégrant de nouveaux aménagements cyclables. Enfin, le carrefour Fraisse-Grancy, qui ne permettait plus le suivi prioritaire des bus vu son ancienneté, a été rénové grâce à la mise en place d'une armoire recyclée récupérée sur la rue de Genève dans le cadre du chantier du tram.

Mobilité active

Nouvellement intégrée au sein de la division mobilité en 2022, la cellule mobilité active a poursuivi son travail au service du développement des modes actifs de mobilité notamment avec:

- la réalisation de 5,1 km de nouveaux aménagements cyclables, situés sur des axes majeurs du réseau, avec notamment la création de bandes cyclables sur les avenues de Montchoisi, de Rumine et d'Echallens, la place Saint-François ou à Plateforme 10; la création d'un contresens cyclable Rue du Maupas et des améliorations vélos (sas, tourner à droite au feu rouge, tourner à gauche indirect) Carrefour Fraisse/Grancy et Carrefour Beaulieu/Maupas; la création de sept nouvelles stations PubliBike;
- la campagne de stationnement pour cycles avec 1'282 places créées;
- la campagne d'assainissement des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation des passages piétons existants (50 interventions);
- la pose d'une centaine de bancs publics et de chaises dans différents quartiers afin notamment d'offrir des relais pour les seniors;
- le déploiement de 750 mètres de bandes podotactiles pour les mal-/non-voyants;

- la création d'une signalétique piétonne autour de 4 itinéraires pour rejoindre en 15 minutes le cœur de ville;
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école.

Espaces publics

L'année 2022 a été marquée par la poursuite de la requalification des espaces publics et de modération de la Ville à l'aune des objectifs présentés dans le programme de législature 2021–2026 en matière d'espaces publics et de ceux du Plan climat à l'horizon 2030.

De ce point de vue la validation par le Conseil communal du Préavis N° 2022/07 «Rues Vivantes II» a constitué une étape clé, en entérinant la ligne de conduite et en accordant les moyens nécessaires à l'édification d'espaces publics apaisés et plus conviviaux (crédit d'investissement de CHF 12 millions).

Poursuite du développement des zones modérées

Dans la continuité du travail entrepris courant 2021, la division a finalisé la pérennisation légale et en termes d'aménagement des zones modérées créées pendant le COVID, dans le but d'encourager la mobilité active et d'atteindre les objectifs fixés par le Plan climat lausannois, notamment de:

- la zone piétonne de la Cité;
- la zone de rencontre Midi-Beauséjour;
- la zone 30 Benjamin-Constant.

En outre la division a consacré une part significative de ses ressources à l'étude et au déploiement de nouvelles zones modérées, dont 18 zones 30 et notamment la mise à l'enquête d'une nouvelle zone 30 dans le quartier du Pavement, un projet comprenant le renforcement de l'arborescence et des surfaces perméables.

Projets de requalification des espaces publics

La division a poursuivi son entreprise de requalification des espaces publics, basée sur une démarche de concertation de la population. À ce titre nous retenons les événements suivants:

- la mise à l'enquête du réaménagement de l'avenue d'Echallens sur sa partie Ouest et du carrefour de Montétan qui a mené au dépôt du préavis N° 2022/28 (ratification prévue début 2023);
- le développement d'un concept d'aménagement pour l'avenue d'Echallens sur la partie Est par le biais d'une étude-test, qui a mobilisé les riverains et riveraines;
- la mise en place et la tenue du Concours d'idées et d'une démarche participative Europe – Centrale, dont les résultats permettront d'imaginer le futur aménagement de ces espaces publics en lien avec l'arrivée du m3.

Accompagnement des grands projets

La division Espaces publics a également eu pour mission de concevoir et de mettre en place les mesures accompagnant des projets majeurs, parmi lesquelles il convient de citer:

- les travaux de réfection du Grand-Pont. Ceux-ci ont donné l'occasion de repenser non seulement le fonctionnement des espaces publics sis sur l'axe Chauderon – Bel-Air – Grand-Pont – Saint-François mais aussi de l'ensemble des rues adjacentes, pendant et après le chantier afin de favoriser le recours à la mobilité active, de les apaiser, de les rendre plus conviviaux et d'accompagner au mieux le retour du trafic sur le Grand-Pont tout en préservant lesdits acquis;
- le déploiement du réseau de bus dans le cadre de la stratégie du réseau tli 2030, dans le quartier des Faverges, qui a nécessité la mise en place d'adaptations de l'espace public (élargissement du gabarit routier, réfection des arrêts de bus et réorganisation du stationnement pour garantir la circulation des bus) afin de permettre le passage de trolleybus articulés sur

batterie, une mesure cohérente avec la politique de décarbonation de la flotte bus, et d'augmenter la fréquence et la rapidité et d'encourager le recours aux transports collectifs.

Construction et maintenance

L'année 2022 a été marquée par l'emblématique chantier du Grand-Pont. Toutefois, d'autres infrastructures routières et ouvrages ont bénéficié de l'expertise ainsi que des compétences métiers des équipes, qui ont de plus été grandement impliquées dans de nombreux projets menés par les autres divisions, notamment dans le cadre de l'aménagement des zones modérées et la création des itinéraires cyclables.

Section Infrastructures urbaines.

La section Infrastructures urbaines a mené à bien divers projets, en collaboration avec la section Génie Civil:

- travaux d'aménagements visant à rendre l'espace public plus convivial sur les avenues Jordils et Sévelin dans le cadre de la création de zones de rencontre;
- réalisation d'aménagements cyclables (avenue d'Echallens, Plaines-du-Loup, Montchoisi, Sébeillon);
- mise en conformité LHand et aménagements nécessaires pour les nouveaux bus t1 des infrastructures dans le quartier des Faverges et à la Blécherette;
- réalisation des travaux nécessaires à la modération de 18 zones en ville:
- pilotage des travaux des campagnes «Stationnement vélo», «Sécurisation des itinéraires piétons» et «Amélioration de la visibilité et de la sécurité» avec notamment la pose de plus de 88 arceaux vélos;
- démarrage des travaux d'aménagement de la rue Mercerie (fin des travaux planifiée pour 2023).

La campagne annuelle de maintenance du patrimoine routier a permis de réfectionner trois axes principaux (Montchoisi, Léman et Maupas) ainsi que le giratoire à Vers-Chez-Les-Blanc pour un total de 9'708 m². L'entier des surfaces réfectionnées représente 11'701 m² dont 10'893 m² sur chaussée, 703 m² trottoirs et 105 m² sur arrêts de bus. Plus de 87% des revêtements mis en place sur chaussée sont phonoabsorbants, soit 10'208 m².

La section a également participé aux études nécessaires à différents projets en menant les appels d'offres liés à des chantiers prévus pour 2023 tels que le prolongement de la ligne t1 n° 1 à l'EPFL ou encore l'aménagement d'une zone modérée sur la route du Pavement.

Enfin, la section a mené des études qui enrichissent le savoir-faire et optimisent les connaissances sur des aspects métiers du service quant au revêtement phonoabsorbant.

Entretien du patrimoine

La section a piloté les travaux d'assainissement du Grand-Pont et a également œuvré à l'assainissement de plusieurs autres infrastructures du même type, tels que le pont de l'Abbaye, ou encore les passerelles de la place de la Navigation. En outre, des études ont été menées sur la sécurisation du pont Bessières. Enfin concernant les ouvrages liés au patrimoine lausannois, 270 inspections annuelles ont été effectuées.

Unité travaux (UTx)

L'unité a activement participé aux travaux courants d'entretien et de sécurisation du domaine public en effectuant plus de 650 interventions ainsi qu'un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville, en coordination étroite avec les autres services afin d'assurer la qualité visuelle du centre historique.

Unité signalisation et marquages (USM)

Atelier de Peinture

Les équipes de peintres en signalisation ont notamment participé à la mise en place des mesures d'accompagnement liées à la réouverture du Grand-Pont, à l'aménagement cyclable transitoire de l'avenue d'Echallens et l'aménagement cyclable des Plaines-du-Loup. Ils ont également été fortement impliqués dans les campagnes de sécurisation piétonne et podotactile 2022.

Atelier Serrurerie

L'atelier serrurerie a mis ses compétences techniques (montage en atelier et pose de signalisation) au service des projets suivants notamment:

- montage en atelier, adaptation et pose de la signalisation complète pour les automobilistes cyclistes et piétons dans le cadre des travaux du Grand-Pont;
- mise en zone de rencontre des trois allées qui composent le quartier de Sévelin;
- mise en place de la signalisation de 20 nouvelles zones modérées simples (30 km/h);
- adaptations pour bus articulé dans le quartier des Faverges;
- modification de l'ensemble de la signalisation piétonne lumineuse dans la zone du Leb de Chauderon;
- adaptation et pose de la nouvelle signalisation dans le quartier de Montchoisi;
- ouverture des macarons et uniformisation des parkings longue durée et P+R au Vélodrome.

Au total 230 interventions ont été effectuées pour l'entretien des infrastructures métalliques de la ville (portes, serrures barrières, WC, mâts de drapeau, poubelles et mobiliers urbains). Enfin, 25 interventions ont été menées dans le cadre de manifestations (montage et démontage des scènes, le drapeau Suisse et les Voiles de la Louve).

Atelier Signalétique

L'atelier a été impliqué dans de nombreux projets, dont la création de la signalétique des rues affectées en zone 30, piétonne ou de rencontre ainsi que les panneaux qui découlaient des travaux et exposition du Grand-Pont.

L'atelier a ainsi confectionné près de 2'980 plaques, panneaux, balises et flèches, dont 983 signaux spécifiques à la signalisation routière. Il a en outre réalisé l'impression d'environ 2'500 autocollants et autres visuels. Il a procédé également au marquage et rhabillage de 26 véhicules. Les nombreux chantiers en ville ont aussi nécessité la confection de 111 panneaux et flèches de diverses grandeurs, de même que 67 affiches d'information à l'intention du public. Enfin, 107 panneaux d'affichage libre et à but idéal ainsi que cinq pompes à vélo ont également bénéficié des compétences de l'atelier dans le cadre de leur réfection.

Service de la propreté urbaine (PUR)

Principales missions du service

Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service;
- gestion de la communication interne et externe;
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.);
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail;
- management de la qualité et de l'amélioration continue et des aspects environnementaux;
- soutien et conseil en matière juridique.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement du personnel, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits.

Délégué à la propreté du domaine public

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives;
- relation avec les associations de quartier, les commerçants et la population;
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services.

Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets.

Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier;
- entretien et nettoyage des WC publics;
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles;
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville;
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions.

Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.70	13.70	13.90	13.80
CID – PUR	121.50	122.50	121.50	121.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	36.00	35.00	39.20	37.20
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	21.00	21.00	20.00	20.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	15.00	15.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	24.30	23.30	23.30	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	25.00	25.00
GPEP – PUR	4.60	4.60	4.70	2.80
GPGD – PUR	4.00	4.00	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.10	3.10	5.00	4.00
UVTD – TRIDEL – PUR	47.00	46.00	48.00	48.00
Total service	337.20	334.20	340.60	335.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	3.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	17	13.70	17	13.80
CID – PUR	124	122.50	123	121.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	39	35.00	41	37.20
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	21	21.00	20	20.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	15	15.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	24	23.30	24	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	25	25.00
GPEP – PUR	5	4.60	3	2.80
GPGD – PUR	4	4.00	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.10	5	4.00
UVTD – TRIDEL – PUR	46	46.00	48	48.00
Total service	345	334.20	346	335.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration PUR	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	19	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	–
Total service	21	22

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	8
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	19

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	58	5.95	59	6.60
Auxiliaires mensualisé·e·s	35	14.63	42	14.76
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	93	20.58	101	21.36

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022

Direction/secrétariat

Une campagne de communication (affichage SGA, vidéo dans les transports publics et e-panels dans le M2, réseaux sociaux et street marketing) a été organisée en septembre et octobre afin de sensibiliser la population aux nuisances induites par la présence de plastique et autres déchets non conformes dans les conteneurs de biodéchets et à l'encourager à améliorer le tri des restes organiques.

Le partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles concernant l'enlèvement des tags sur les surfaces privées s'intensifie au fil des ans. Ainsi, le personnel communal est aujourd'hui autorisé à intervenir sur quelque 200 bâtiments privés (160 en 2020).

Par ailleurs, la population lausannoise peut aujourd'hui utiliser 40 écopoints de nouvelle génération en surface et 8 enterrés, répartis dans les quartiers lausannois; les 16 écopoints restants seront installés dans le cadre de chantiers en cours ou à venir (réseaux et génie civil). Enfin, une première installation de tri centralisé sur les places a été placée sur la Jetée d'Osches, à la place de la Navigation.

La seconde étape de rénovation des WC publics a débuté avec la mise à disposition de trois édicules rénovés (Chauderon, place du Nord et Bessières).

Administration et secrétariat

Le service a répondu à 214 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

29	Collecte des déchets
19	Déchèteries et postes fixes
24	Dépôts sauvages
20	Équipement en conteneurs
2	Affichage sauvage
34	Corbeilles de rue et cendriers
10	Crottes de chiens
2	Entretien du domaine privé
18	Littering
3	Mictions (urines et vomissures)
38	Nettoyage du domaine public
12	Nuisances sonores
7	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
23	WC publics
3	Tags
27	Divers

Communication

La 3^e édition du Lausanne Plogging s'est déroulée en juin, en étroite collaboration avec SPADOM et l'association Made in Brasil, lauréate du Budget participatif 2021. Cette course aux déchets à travers Lausanne a permis, une fois encore, de sensibiliser à la question des déchets sauvages (littering). La campagne de communication 2022 (septembre–octobre) a porté sur la thématique des déchets indésirables dans les conteneurs de biodéchets, dont le plastique, à travers de multiples supports: affichage de rue, écrans numériques dans les stations à forte affluence du M2 et dans les bus, réseaux sociaux, journal communal et site web. En outre, une action de proximité avec la population (street marketing) a également été organisée sur la place de l'Europe afin d'informer et sensibiliser aux conséquences d'un mauvais tri sur les opérations de biométhanisation (production de gaz, d'électricité et de compost).

Finances

Les attentes et besoins en matière de propreté urbaine se sont grandement diversifiés au cours de ces dernières années. Dans ce contexte, des indicateurs d'activités et de performances sont régulièrement mis à jour afin de suivre l'évolution des prestations et des attentes en vue d'appréhender au mieux les changements en matière de gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

Face aux enjeux liés à la gestion des déchets et à leurs coûts de valorisation, une analyse de la structure des coûts est réalisée annuellement depuis 2021. Elle a permis une mise à jour modélisée et documentée des différents tarifs pratiqués par le CID à l'intention des clients de la déchèterie industrielle. La mise à niveau annuelle des tarifs est basée sur les coûts de collecte et de gestion de chaque matière ou type de déchets.

L'implémentation du nouvel ERP Abacus a permis d'analyser les besoins du service et de ses divisions opérationnelles en matière de gestion financière et d'analyse des coûts par activité (gestion analytique par activité et par type de déchets valorisés).

Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel de la division du CID présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. La formation de secouriste d'entreprise s'est poursuivie à l'intention des conducteurs de camion dans le cadre de la formation liée à l'Ordonnance réglant l'admission des chauffeurs professionnels (OACP); elle a également été suivie par le personnel travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles, ce qui lui permet d'apporter les premiers secours à une personne blessée de manière efficiente en cas d'accident ou de malaise dans une déchèterie fixe ou mobile.

Délégué à la propreté du domaine public

Le traitement des demandes de nettoyage volontaire et leur coordination, notamment avec SPADOM, s'est poursuivi. Environ une quinzaine d'actions, d'ampleurs diverses, ont eu lieu sur le territoire lausannois avec la mise à disposition de matériel de ramassage et/ou d'infrastructures de tri, en fonction des sollicitations. Un appui a également été apporté dans la phase de planification du projet «contrat de quartier» piloté par EJQ. Toujours en lien avec la salubrité publique, deux médiations et quatre actions de sensibilisation ont été menées à satisfaction.

La collaboration initiée il y a maintenant quatre ans avec l'Établissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) pour des prestations d'utilité publique (travaux de nettoyage) au centre-ville s'est poursuivie avec succès. Dès 2022, le panel de prestations comprend une nouvelle mission, à savoir l'optimisation du tri de certains déchets recyclables dans la déchèterie de Malley.

Une caméra de vidéosurveillance a été installée à la déchèterie du vélodrome en juillet. Elle a permis de constater quelque 200 infractions au règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets (RGD) et d'identifier et de dénoncer 20 personnes à la Commission de police.

Juridique

Les activités d'appui juridique, notamment en cas de réclamations et recours à l'encontre des taxes déchets en CCRI, et la rédaction de déterminations à l'attention de la Commission de police dans le cadre d'amendes d'ordre infligées en vertu de l'article 17bis du RGP (règlement général de police) se sont poursuivies en collaboration avec l'Unité juridique de la Ville.

Enfin, en matière contractuelle, il a été procédé notamment à la conclusion de:

- une convention avec la Commune d'Épalinges relative à l'utilisation de la déchèterie du Giziaux par les habitants forains de Lausanne;
- deux contrats avec les prestataires de collecte des déchets humides rapidement fermentescibles (DHRF) et des biodéchets, afin de formaliser les relations avec la Commune de Lausanne.

Projets

Trente-trois écopoints de surface supplémentaires ont été rénovés conformément au nouveau modèle de mobilier urbain, portant ainsi à quarante unités le nombre de nouvelles installations de collecte mises à disposition des ménages lausannois.

Cinq nouveaux écopoints enterrés, de type lift à conteneurs, ont été mis en service (y compris dans le nouveau quartier des Plaines-du-loup), portant ainsi à sept unités le nombre d'installations disponibles sur le territoire communal. Un écopoint supplémentaire est en cours de réalisation à la rue de la Mercerie, en coordination avec les travaux de MAP pour le réaménagement du haut de la rue. Les écopoints de quartier, qu'ils soient en surface ou enterrés, permettent le tri de l'aluminium/fer blanc, des huiles usagées et des textiles.

Après une phase test en 2021, quatre lifts à conteneurs enterrés ont été installés sur la place de la Navigation, plus précisément sur la Jetée d'Osches. Cette nouvelle installation permet le tri

sélectif de quatre fractions de déchets, à savoir: le verre, l’alu/fer blanc, le PET et les incinérables. Les travaux ont duré de janvier à mai et ont nécessité la mise en place d’un cuvelage étanche afin de permettre la mise en place des fosses à conteneurs en dessous du niveau du lac. Cette nouvelle installation vise à promouvoir le tri sélectif sur cette place très fréquentée à la belle saison. Elle a depuis lors rempli son rôle à satisfaction et a été fortement plébiscitée.

La 2^e phase de rénovation des toilettes publiques a commencé en avril avec la rénovation des trois premiers WC publics sur les treize édicules prévus. Les toilettes de Bessières ont été équipées de trois cabines autonettoyantes, dont une adaptée aux personnes à mobilité réduite (PMR). Celles de la place Chauderon (passage sous voies), comme celles de la place du Nord, ont été rénovées dans leur configuration d’origine avec des WC conventionnels (manuels).

Propreté du domaine public

Secteurs de voirie

Afin d’accentuer et d’optimiser la collaboration avec d’autres services communaux, il a été procédé à un nouveau développement de la plateforme d’annonces des dégradations «Sentinelle» afin d’intégrer le personnel ASP de police en vue de compléter le recensement des tags et graffitis grâce à leur présence accrue sur la voirie publique.

Evènements et opérations spéciales

En 2022, la Ville a décidé d’initier une analyse de l’état de propreté des rues et places lausannoises à l’aide d’un vélo électrique équipé d’une technologie capable de détecter la nature et la quantité de déchets au sol. Ce vélo a permis de parcourir l’ensemble des quartiers durant quatre mois et de répertorier tous les déchets laissés au sol. L’analyse, en 2023, des données récoltées permettra de cartographier l’état de propreté de chaque rue et, cas échéant, d’adapter les prestations de nettoyage au plus près des besoins réels.

Tags et graffitis

De plus en plus de propriétaires choisissent de rejoindre le partenariat proposé par la Ville dans sa lutte contre la présence de tags et de graffitis. En 2022, près de 200 bâtiments privés (160 en 2021) font l’objet d’une convention payante et plus de 2’000 tags ont été nettoyés sur l’ensemble du territoire (privé et public).

Enlèvement des tags sur le domaine public (2018–2022)

Nombre de tags enlevés	2018	2019	2020	2021	2022
Public	572	545	889	971	1593
Privé	45	8	89	555	486
Nombre total de prestations	617	553	978	1’526	2’079

Lutte contre les souillures et les chewing-gums

Une nouvelle machine avec une installation embarquée d’eau chaude à très haute pression est venue compléter le parc des engins affectés au nettoyage des souillures, qui permet notamment de lutter contre la propagation des chewing-gums au sol. En 2022, ce sont près de 140’000 m² sis principalement dans l’hyper-centre qui ont pu être complètement nettoyés (22’000 m² en 2021).

Gestion et optimisation des tournées de vidange corbeilles

Les 905 corbeilles «requin» sont désormais équipées d’un dispositif électronique de traçage (puce NFC). Elles sont scannées lors de chaque vidange et les résultats ont permis d’optimiser les tournées et de rééquilibrer la charge de travail entre les différents équipages.

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Le GPEP a effectué 2’039 heures de missions de contrôles dans le cadre de la lutte contre le littering et la surveillance des corbeilles de rue. Durant les mois de mai et juin, il a participé

aux campagnes de sensibilisation – Net'léman et le Lausanne Plogging - organisées par la Ville de Lausanne.

Des opérations communes ont été menées avec le Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD) durant le premier semestre pour assurer la surveillance des emplacements des déchèteries mobiles dans le centre et l'hyper-centre afin d'identifier les non-conformités et de dénoncer, cas échéant, les contrevenants-es auprès de la Commission de police.

La loi sur les amendes d'ordres communales concernant le littering (art.17bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 891 infractions, à savoir 773 pour abandon de déchets de manière non conforme (dont 612 mégots), 5 pour mélange de déchets, 97 pour avoir craché par terre, 7 pour déjections canines et 9 pour mictions. Enfin, le GPEP a dénoncé 15 infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la préfecture pour contravention à la loi sur la faune.

Centre intercommunal de gestion des déchets

Collecte en porte à porte (en tonnes)

Tonnes collectées par type de déchet	2021	2022	Écart 2022/2021	Écart 2022/2021 (%)
Ordures ménagères	23'190	21'350	-1'840	-7.93
Papier-carton	10'464	9'750	-714	-6.82
Biodéchets	7'767	7'160	-607	-7.80
Verre	6'120	6'000	-120	-1.96
Total	47'541	44'260	-3'281	-6.90

En 2022, les tournées hebdomadaires ont permis de récolter 6'000 tonnes de verre et 7'160 tonnes de biodéchets. Parallèlement, 17 camions circulant à travers les quartiers lausannois deux fois par semaine ont ramassé 9'750 tonnes de papier-carton et 21'350 tonnes d'ordures ménagères. Tous déchets confondus, les tonnages enregistrent une baisse de 6,90% par rapport à 2021, malgré une augmentation de la population; la quantité de déchets dépendant en principe de la conjoncture économique, ainsi que de la volonté de mieux gérer ses déchets.

La majorité des déchets incinérables ou recyclables ont été conditionnés dans des conteneurs à roulettes, plus facile à vidanger et ont connu là aussi une baisse, avec 87'700 conteneurs vidés mensuellement en 2022, contre 98'900 en 2021.

Autres collectes de déchets et moments marquants de production de déchets

Après les années COVID, les lavures (biodéchets recyclables provenant des restaurants et cantines) ont retrouvé les tonnages précédents, soit 1'212 tonnes collectées quotidiennement dans 577 conteneurs. Les déchets sont transformés en biogaz et en compostonnes. Les conteneurs sont lavés sur place, évitant ainsi des transports inutiles. Parallèlement, 43 tonnes d'huile sont collectées dans ces mêmes entreprises pour être recyclées. Le volume des déchets médicaux est de 150 tonnes en 2022 contre 240 tonnes en 2021), suite à la décision d'une clinique cliente de travailler avec un transporteur privé. Ces déchets continuent d'être incinérés à TRIDEL.

2022 a également marqué le retour des manifestations: plus de 200 événements ont ainsi généré quelques tonnes de déchets pour atteindre les niveaux enregistrés avant les deux années marquées par la pandémie. L'étape du Tour de France à Lausanne a drainé environ 100'000 personnes en ville sur la journée, nécessitant la mise en place d'une importante logistique pour la gestion des déchets.

Déchèteries fixes, mobiles et écopoints

Les cinq déchèteries fixes réparties sur le territoire communal, dont celle de Malley qui est ouverte 6 jours sur 7, ont enregistré 197'800 passages, soit une diminution de 6.6% par rapport à 2021; les 29 déchèteries mobiles ont également connu une baisse du niveau de fréquentation de 8.5% qui s'explique par la réduction du télétravail. La collecte des briques à boisson a été instaurée dans toutes ces infrastructures. La pose de 48 écopoints de nouvelle génération, en surface ou enterrés, permet de mieux intégrer ce mobilier urbain dans l'espace public et facilite la collecte de proximité de l'aluminium, du fer blanc, des textiles et de l'huile.

Conteneurs

L'uniformisation de la couleur des conteneurs a permis d'améliorer leur intégration dans l'espace public. L'offre incitative (rabais de 50%, livraison des nouveaux et reprise gratuites des vieux conteneurs) a permis de quadrupler les ventes et de changer de nombreux conteneurs inadaptés, trop petits ou cassés, avec la vente de près de 3'000 conteneurs gris, ce qui représente environ 8,5% du total de conteneurs présents sur le territoire communal. Les vieux conteneurs sont directement repris par une entreprise qui en fabrique de nouveaux avec la matière recyclée.

Gestion des déchets et recyclage sur le site de Malley

La station de compactage a vu passer 32'700 tonnes d'ordures ménagères et de biodéchets, soit une diminution de 1% par rapport à 2021, en lien avec la réduction des déchets collectés. L'usage du rail pour acheminer les déchets vers l'usine d'incinération ou dans les centres de méthanisation évite de nombreux transports par la route.

La revente de certains déchets comme matière première est essentielle, car elle permet de réduire le coût des services offerts à la population en termes de collectes en porte-à-porte et de gestion des déchèteries fixes et mobiles. En 2022, les marchés ont suivi les aléas de la politique mondiale et de ses effets sur l'économie.

Le recyclage du polystyrène expansé (sagex), des cannettes aluminium et de certains appareils électriques est rendu possible par la collaboration mise en œuvre depuis plusieurs années avec la Fondation de Vernand. Des équipes de personnes en situation de handicap travaillent sur le site de Malley, effectuant un tri minutieux de ces matériaux pour en optimiser leur valorisation. Un autre groupe est en charge de l'enlèvement gratuit des déchets encombrants directement chez les personnes âgées ou à mobilité réduite. Ces collaborations présentent une haute valeur ajoutée au niveau écologique et humain, que ce soit pour le CID, en termes de gestion optimisée des déchets, ou pour les membres de la Fondation de Vernand avec leur intégration dans le monde du travail.

Groupe de la propreté et gestion des déchets (GPGD)

Le GPGD a travaillé en étroite collaboration avec l'Office des permis de construire (OPC); il a analysé 356 dossiers et procédé à 181 visites in situ afin de s'assurer de la conformité de l'équipement pour la collecte des déchets dans les immeubles, ce qui facilite le ramassage. Le GPGD a aussi pour mission de sanctionner les personnes prises en flagrant délit de littering (mégots, déjections canines et autres déchets au sol) et a ainsi délivré en 2022, 140 amendes d'ordre. Simultanément, 3'258 sacs non-conformes ont été examinés, donnant lieu à 175 dénonciations auprès de la Commission de police. Sur ce point, le taux de non-conformité de 3% instauré par le concept régional de taxe au sac doit absolument être respecté par la Ville, comme par les autres communes partenaires. Ce contrôle annuel a nécessité l'intervention du GPGD sur toutes les collectes d'ordures ménagères.

UVTD (TRIDEL S.A.) – Mandat d'exploitation de l'usine

Après une année 2021 marquée par une quantité record de déchets pris en charge, l'année 2022 marque un retour à la normale, avec le traitement d'environ 171'000 tonnes de déchets. Cette baisse s'explique par un tassement de la production de déchets et par l'arrêt complet de l'usine pendant quatre semaines.

Les quantités acheminées par train en 2022 depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont stables, avec environ 85'000 tonnes dont une partie a été livrée dans d'autres usines lorsque l'usine TRIDEL était en révision; ce sont finalement environ 79'500 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL en 2022.

TRIDEL a valorisé pour la dernière fois les plaquettes de bois provenant des forêts lausannoises dans ses fours. La collaboration avec différents services de la Ville de Lausanne (SPADOM, SIL et SALV) a permis de livrer environ 1'300 tonnes de plaquettes, contre 2'450 tonnes en 2021. TRIDEL ne disposant plus de capacité suffisante pour traiter ces matières, elles seront désormais valorisées dans des chaufferies à bois industrielles de la région.

Pour la première fois depuis sa mise en exploitation, en 2006, l'usine a été complètement arrêtée pendant quatre semaines, entre mai et juin 2022, afin de procéder au remplacement d'une partie des tubes échangeurs de chaleur de l'aérocondenseur, qui avaient déjà subi des fuites par le passé et avaient été réparés à plusieurs reprises. Ce remplacement était devenu une priorité afin d'assurer la bonne marche de l'usine sur le long terme. Pendant cet arrêt, une bonne partie des déchets de la région lausannoise ont été transférés par train en Suisse allemande et le solde sur Genève ou sur le Valais. Un stock de quelque 3'500 tonnes de déchets mis en balles a été constitué durant cette période sur le site de VALORSA, à Penthaz, et sur celui de CAND-LANDI à la Poissine. Une partie a déjà été utilisée à la fin de l'année 2022; le solde sera valorisé durant les premiers mois de 2023 pour assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes et permettre une production d'énergie thermique maximale.

Le remplacement des catalyseurs, qui permettent la réduction des oxydes d'azote et la destruction des dioxines, et assurent ainsi le bon fonctionnement du système de nettoyage des fumées de l'usine, constitue l'autre intervention majeure de l'année. Les travaux n'ayant pu être réalisés que sur une ligne d'incinération en raison des difficultés d'approvisionnement, il a fallu reporter les travaux sur la seconde ligne en 2023. Il a enfin été procédé au remplacement des automates de régulation de la ligne d'incinération 1. Les contrôles effectués par l'ASIT (Association Suisse d'inspection technique) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 2.

D'une manière générale, l'exploitation des deux lignes d'incinération s'est très bien déroulée. Compte tenu de l'arrêt complet de quatre semaines, les heures de fonctionnement sont en légère baisse pour la ligne 1 (7'919 heures en 2022 contre 8'232 en 2021), ainsi que pour la ligne 2 (7'962 heures en 2022 contre 8'184 heures en 2021). En raison de cet arrêt, la quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en baisse: 272 GWh d'énergie thermique en 2022 contre 311 GWh en 2021. Ces quantités représentent l'équivalent de la consommation de chaleur d'environ 25'000 ménages. Les installations de production d'énergie ont très bien fonctionné durant toute l'année. Le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est néanmoins en baisse (8'027 heures en 2022, contre 8'508 en 2021) et la disponibilité reste très élevée.

La turbine a très bien fonctionné durant toute l'année et n'a subi aucun arrêt non planifié, ce qui est assez rare et digne d'être relevé. La quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels est cependant en baisse par rapport à 2021, avec environ 69 GWh vendus contre 76 GWh en 2021. La baisse s'explique par celle du volume de déchets valorisés ainsi que par l'arrêt complet de quatre semaines. Les heures de fonctionnement sont en baisse (7'983 heures en 2022 contre 8'376 en 2021). Le rendement énergétique moyen se stabilise à environ 60% (61% en 2021) et reste l'un des plus élevés de Suisse.

Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société Gedrel S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte douze communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 329 heures (282.5 en 2021), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été assurée par la comptabilité de direction, laquelle facture directement ses prestations à Gedrel S.A. La ligne info-déchets a recensé 6'479 appels contre 7'727 en 2021.

Deux représentants du service participent aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et de gérer la rétrocession des montants encaissés, générés par la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne étant gérées par la Coopérative COSEDEC depuis 2017, la brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves de la Ville. Lors de la pandémie, peu de classes ont bénéficié de ces animations; avec la reprise des activités, le nombre de classes a nettement augmenté en 2022: 158 contre 83 en 2021.

Après deux années particulières, les visites de l'usine d'incinération ont retrouvé le cours normal avec 67 classes lausannoises qui ont pu bénéficier du nouveau parcours pédagogique

mis en place en 2021. La maquette améliorée et les panneaux didactiques sont appréciés car ils apportent une clarté supplémentaire aux explications transmises par les guides.

Gedrel S.A. dispose également d'un stand d'information qui permet de sensibiliser aux thématiques de la gestion des déchets. Celui-ci est mis à disposition des communes du périmètre qui le souhaitent pour leurs manifestations. En 2022, il a été utilisé par la Commune de Lutry.

Service achat et logistique Ville (SALV)

Principales missions du service

Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des cinq sites (Malley, Vallon, Vigie, BousSENS et Chablais);
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville;
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV);
- coordination des projets;
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML);
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop;
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV;
- facturation des marchandises commandées aux services communaux.

Plan de mobilité Lausanne (PML)

- responsable de la bonne application du règlement PML dans les services;
- renseignements, informations relatives aux bonnes pratiques en matière de mobilité douce (déplacements pendulaires et professionnels);
- négociation et suivi de la bonne exécution des contrats commerciaux avec les CFF, Mobilis, TL, Mobility, Europcar, concessionnaire e-bike;
- conseil aux services en matière d'acquisitions de vélos électriques, subventions pour transports publics;
- validation des demandes d'autorisation de location de places de parc communales.

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia;
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV);
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop;
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services.

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville;
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers;
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers;
- contacts et pourparlers avec les assureurs;
- constat / établissement de rapport;
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services;
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes;
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs.

Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley, du Vallon et de Boussens; magasin UTX;
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens;
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers;
- formation des conductrices et conducteurs d'élévateurs pour toute l'administration.

Transport et prestations

- livraison, sur chantier, du matériel de réseau, du matériel de manifestations;
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée;
- gestion du garde-meubles communal;
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville.

Garage, atelier mécanique et carrosserie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels, du Service de l'eau, du Service de la propreté urbaine et du Service de mobilité et aménagement de la publique;
- réparation des bennes à ordures et des machines agricoles. Travail de carrosserie;
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services;
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville;
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et Boussens).

Services généraux

- location de matériel de manifestations;
- location de refuges au public pour l'organisation d'évènements privés;
- conciergerie;
- pavoisement et couture.

Service hivernal

- déneigement et salage des routes et chemins lausannois.

Autres prestations de services

- électricité;
- peinture;
- sanitaire.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	7.90	7.90	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	1.00	1.00	1.00	1.00
Direction (SALV)	7.00	5.70	11.50	10.10
Entretien véhicules & bâtiment	8.63	8.63	-	-
Magasin	6.00	5.50	-	-
Transport et gestion de données	10.00	10.00	-	-

Garage Chablais	-	-	5.00	5.00
Garage Vigie	-	-	4.00	4.00
Prestations/T.légers	-	-	13.00	13.00
Sevices Généraux	-	-	8.43	7.83
Stock et Magasins	-	-	14.30	12.30
Unité garage Vallon	-	-	17.00	17.00
Unités transports lourds	-	-	29.00	29.00
Total service	40.53	38.73	111.13	107.13

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	70.61

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	8	7.90	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	1	1.00	1	1.00
Direction (SALV)	7	5.70	11	10.10
Entretien véhicules & bâtiment	10	8.63	-	-
Magasin	6	5.50	-	-
Transport et gestion de données	10	10.00	-	-
Garage Chablais	-	-	5	5.00
Garage Vigie	-	-	4	4.00
Prestations/T.légers	-	-	13	13.00
Sevices Généraux	-	-	10	7.83
Stock et Magasins	-	-	13	12.30
Unité garage Vallon	-	-	17	17.00
Unités transports lourds	-	-	30	29.00
Total service	42	38.73	112	107.13

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	2	-
Magasin	8	-
Garage Vigie	-	1
Stock et Magasins	-	9
Unité garage Vallon	-	1
Unités transports lourds	-	1
Total service	10	12

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1

Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	3	1.50	7	3.72
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*	-	*
Total service	3	1.50	7	3.72

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

2022 a encore été marquée par de nombreuses crises: Covid, guerre en Ukraine, pénuries de matières premières et de matériaux, hausse vertigineuse de certains prix dont ceux de l'énergie. Ces crises à répétition ont accentué la prise de conscience des forces métiers et le SALV a, dans ce contexte particulier, trouvé l'énergie de revêtir un nouveau visage, fort de nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs ainsi que de nouvelles missions et prestations.

Au 1^{er} janvier 2022, 60 membres du personnel ont été rattachés au SALV, suite au transfert des ateliers et équipes transports, du garage, des services généraux comprenant la conciergerie, les refuges et manifestations, de la conciergerie et du pavoisement, de l'électricité, du sanitaire, du magasin et du magasin UTX de MAP.

Au 1^{er} juillet 2022, les ateliers et équipes garage, la peinture, l'électricité, le sanitaire et magasin & transport de SAPDOM ont été rattachés. Ce sont donc 13 collaboratrices et collaborateurs qui ont rejoint le SALV.

Tous ces évènements ont rendu plus évidente la nécessité pour la Ville de Lausanne de:

- modifier sa méthode de travail en l'axant sur la mutualisation et l'élargissement des prestations pour d'autres services de l'administration communale;
- proposer ainsi des compétences d'achat, d'approvisionnement, d'assurance, de stockage, de transport, de maintenance mécanique, de conciergerie, de mobilité pour les collaboratrices et les collaborateurs, de gestion des refuges et des manifestations à l'ensemble des services de l'administration;
- pouvoir compter sur une chaîne achat & logistique compétente et engagée.

Les faits remarquables de l'année 2022, à ajouter aux prestations habituelles réalisées pour les trente-neuf autres services de la Ville, sont les suivants:

- lancements des GT ateliers et deux-roues;
- projets concrets d'économie circulaire comme le mobilier de bureau;
- la confirmation d'un fonctionnement efficient avec un courtier en assurances et la compétence interne de la gestion des sinistres;
- la reprise des manifestations après les années Covid avec notamment une forte implication lors du Tour de France;
- l'achat du 1^{er} camion 100% électrique du SALV pour l'équipe déménagements (1^{er} également pour la Ville, hors les BOM de PUR);
- l'implication importante du SALV dans le Plan climat, leader de 16 mesures;
- la création d'un premier pool vélos;
- le lancement de la newsletter du SALV «Le Relais» dont quatre numéros sont déjà parus.

Principales activités 2022

Direction/administration/RH

Outre la coordination des projets précités, la Direction s'est fortement impliquée dans divers domaines. Elle a pris une part importante dans les groupes de travail Abacus et a appuyé la mise en place de cours de conduite de vélo en ville au niveau du PML.

Pour remplir une partie de la mission Plan Climat, la Direction a œuvré fortement, notamment au niveau de la transition énergétique des véhicules, de la mise en place de bornes et de la mise en route des objectifs précis de réduction de la flotte.

Deux postes ont été créés, un poste d'adjoint au Chef de service et un poste de conseillère RH, afin d'accomplir les missions quotidiennes qui ont pris de l'ampleur en même temps que la dimension du service.

Plan de mobilité Lausanne (PML)

La prise de conscience environnementale actuelle et l'adoption du Plan climat lausannois incitent de plus en plus le personnel à opter pour des modes de déplacements actifs.

Cette année, le PML a ainsi vu augmenter:

- l'adhésion au Kit-vélo (+ 56%);
- l'acquisition de vélos électriques pour les services de la Ville (20 contre 10 en moyenne les années précédentes).

Un accès à l'offre Publibike, vélo en libre-service, est proposé au personnel de l'administration communale depuis le 1^{er} avril 2022 pour les déplacements professionnels.

En outre, nous observons toujours une nette diminution des déplacements professionnels en véhicules Mobility et Europcar grâce au succès du pool des véhicules de service Ville en place depuis mars 2021.

Achat et approvisionnement

La situation épidémiologique, couplée à une inflation et à des pénuries historiques liées en partie au conflit en Ukraine, ont fait de 2022 une année particulièrement compliquée, surtout dû au fait que tous ces risques se confrontaient à d'importants projets à la Ville de Lausanne.

En effet, l'augmentation des délais, la hausse des prix (en lien avec l'augmentation des coûts de matières premières, des salaires, de l'énergie, etc.) ont nécessité la mise en place d'une gestion spéciale des approvisionnements et des stocks pour assurer le bon fonctionnement opérationnel des services de la Ville, tout en continuant à travailler sur l'amélioration du bilan écologique de la ville. Ces efforts se sont tout particulièrement fait ressentir dans l'acquisition de véhicules propres en appliquant strictement et systématiquement la politique d'achats de véhicules propres de la Ville et ce pour répondre au mieux au Plan climat lausannois; effort également non négligeable dans la pondération de plus en plus importante et rigoureuse des critères de développement durable dans les appels d'offres menés.

Principales réalisations en 2022:

- acquisition de 15 véhicules légers, dont 14 100% électriques, pour un montant de CHF 767'589.- TTC;
- veille technologique active sur l'évolution de l'offre de véhicules propres en tous genres;
- 3 marchés en procédure ouverte, 13 marchés menés en procédure sur invitation, 71 en procédure en gré à gré;
- accompagnements de projets stratégiques de la Ville, notamment sur les axes forts;
- 24 accompagnements d'appels d'offres spécifiques (Ambulance CIRUS25, 2 BOM, camion poids lourds, transporteur multi-bennes, motos, scooter 3 roues, dumper, compteur de gaz, machines à cafés à grain, timbreuse, contrats de prestation pour du personnel en prêt, du nettoyage de linge, de locaux, protection de site, etc.);

- économie circulaire et durabilité mise en place par l'écoulement dans les différents services de la Ville d'importantes quantités de mobilier d'occasion (administratif ou de bureau) d'excellente qualité;
- suivi continu du portefeuille des articles de pandémie;
- communication du Plan climat et mise en place des premières mesures au niveau des achats et approvisionnements;
- travail sur l'élaboration d'un tableau de bord et de nouveaux indicateurs de performance;
- description des processus clefs de l'unité achats & approvisionnements;
- veille active sur les directives en matière de marché public plus spécifiquement sur les changements de l'AIMP qui seront mis en application en 2023;
- accompagnement et coordination pour l'acquisition du projet Smart Metering;
- formation sur la nouvelle loi sur les marchés publics (LMP-VD) avec une application dès le 01.01.2023.

Assurances choses et patrimoine

L'année 2022 a été marquée par:

- la finalisation d'un outil d'analyse des risques assurables;
- la modification de l'assurance RC Dirigeants afin de mieux répondre aux besoins de la Ville.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 239'303.- sur 23* cas (42 cas, CHF 42'869.- en 2021);
- distribution d'eau: 30* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 177'019.- (21 cas, CHF 120'472.- en 2021);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 255* cas, charge de préjudice à des tiers occasionné avec les véhicules: CHF 125'295.- (CHF 124'228.- en 2021 sur 183 cas);
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 148'450.-* (CHF 67'071 en 2021).

Autres branches:

129 sinistres enregistrés en 2022 pour un préjudice total de CHF 602'349.-, contre 113 enregistrés en 2021 pour un préjudice total de CHF 247'331.-, qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 97* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 101'529.-;
- incendie et éléments naturels: 4* cas; (dommages devisés à CHF 57'000.- en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 13* cas (CHF 62'912.-);
- matériel IT & technique: 5* cas (CHF 4'908.-);
- musées: 1* cas (CHF 6'000.-);
- chantiers: 9 cas (devisés à env. CHF 370'000.-).

* Etat au 1.12.2022

Logistique

Au 1^{er} janvier 2022, le SALV a repris une grande partie des ateliers et magasins de la Ville (AMV) avec ses collaboratrices et collaborateurs et leurs activités soit le magasin, le garage, les transports lourds, les manifestations, la gestion des refuges, le pavoisement, ainsi que les services généraux avec entre autre l'entretien des bâtiments du Vallon 27 et la conciergerie.

Au 1^{er} juillet 2022 le SALV a également repris les collaboratrices et collaborateurs et les activités du magasin, du garage, du sanitaire, de l'électricité et de la peinture (13 personnes) du Service des parcs et domaines (SPADOM).

Les magasins de Chablais 46 ont livré tout le matériel nécessaire au démarrage de l'arborisation selon le Plan canopée.

Cette nouvelle dimension du service a nécessité la mise en place d'une nouvelle organisation avec:

- un adjoint logistique;
- un adjoint magasin & stocks;
- un chef d'unité prestations aux services & transports légers;
- un chef d'équipe déménagement/garde-meubles (engagement en CDI d'un ancien apprenti).

La division logistique accompagne également les divers projets concernant l'économie circulaire, les stocks, etc. Elle s'attelle à l'optimisation des stocks sur les sites de Malley, du Vallon et de Boussens et met en place des mesures énergétiques pour l'ensemble de ses sites.

Garages

Le garage du SALV à la Vigie 8 gère les trois pools véhicules. Ceux-ci sont régulièrement loués et le taux d'occupation est excellent. Le garage du SALV au Vallon 27 a réalisé quelques 2'250 ordres de travail cette année.

Magasins

Les services techniques des SIL et eau ont commencé les travaux préparatoires en vue de l'arrivée des nouveaux trams (axes forts). Le SALV a dû stocker plus de matériel «réseaux» que d'habitude.

Transports lourds

L'unité transports a répondu à environ 4'500 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre stable par rapport à 2021. Les SI sont comptabilisés seulement depuis mai 2022.

L'unité a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2021–2022 a été particulièrement rude et les précipitations nombreuses comme en atteste le cumul de neige à En Marin, de 120 centimètres. 63 interventions (moyenne par an 55 sur les quatre dernières années) ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 650 tonnes de sel ont été épandues durant le service hivernal.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'une remorque basculante pour le transport en grande quantité de matériaux divers en vrac et d'une remorque dédiée au transport des manifestations avec barres d'attaches de sécurité.

Services généraux

La levée des restrictions sanitaires a engendré une hausse significative des locations des refuges de Sauvabelin pour atteindre un taux maximal d'occupation, ce qui n'était jamais arrivé auparavant, avec 280 locations du petit refuge et 231 locations du grand refuge, soit une augmentation de 45% par rapport à 2021 pour des recettes de l'ordre de CHF 110'000.-.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage des scènes, etc.) ou le prêt/location de matériel (tables, chaises, etc.) a progressé de 17% par rapport à 2021. Ce sont ainsi 302 manifestations qui ont été soutenues, organisées à 44% par des usagers hors personnel de la Ville de Lausanne.

Le remplacement de la centrale d'alarme feu/technique permet au site du Vallon de disposer dorénavant d'un équipement moderne et évolutif en termes de sécurité.

Un local ATEX a été conçu pour permettre le stockage des peintures de signalisation.

Des infiltrations d'eau dans le dépôt de sel ont nécessité une réfection de la toiture.

